

Économie politique

Bernard Jurion

4^e édition



Compléments en ligne gratuits :
Corrigés des exercices
superieur.deboeck.com



Économie politique

OUVERTURES ◀▶ ÉCONOMIQUES

Économie politique

Bernard Jurion

4^e édition

◀ ÉCONOMIQUES

OUVERTURES



de boeck

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : www.deboeck.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2013
Fond Jean Pâques, 4 - 1348 Louvain-la-Neuve

4^e édition
3^e tirage 2014

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale, Paris : avril 2013
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2013/0074/018

ISSN 2030-501X
ISBN 978-2-8041-6693-9

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	VII
---------------------------	-----

CHAPITRE 1	L'objet de la science économique	1
-------------------	---	---

CHAPITRE 2	Le système des prix et les choix économiques	17
-------------------	---	----

PARTIE 1 L'APPROCHE MICROÉCONOMIQUE

CHAPITRE 3	La demande pour un bien	35
-------------------	--------------------------------------	----

CHAPITRE 4	La théorie de l'utilité et de la demande	59
-------------------	---	----

CHAPITRE 5	La théorie de la production	75
-------------------	--	----

CHAPITRE 6	De la théorie de la production à la théorie des coûts	101
-------------------	--	-----

CHAPITRE 7	La concurrence parfaite	121
-------------------	--------------------------------------	-----

CHAPITRE 8	Les formes d'imperfection de la concurrence. Le monopole	151
-------------------	---	-----

CHAPITRE 9	La concurrence monopolistique et l'oligopole	181
-------------------	---	-----

CHAPITRE 10	Les marchés de facteur de production	201
--------------------	---	-----

PARTIE 2 L'APPROCHE MACROÉCONOMIQUE

CHAPITRE 11	Les mesures de la production intérieure. Les comptes de la Nation	235
--------------------	--	-----

CHAPITRE 12	Consommation et épargne	261
--------------------	--------------------------------------	-----

CHAPITRE 13	Les dépenses d'investissement	281
--------------------	--	-----

CHAPITRE 14	La détermination du revenu national. Le multiplicateur. L'interaction du multiplicateur et de l'accélérateur.....	305
CHAPITRE 15	Politique budgétaire, commerce extérieur et détermination du revenu national	331
CHAPITRE 16	La monnaie La demande de monnaie L'offre de monnaie	351
CHAPITRE 17	La politique monétaire.....	379
CHAPITRE 18	La demande et l'offre agrégées : Les modèles à prix variables	395
CHAPITRE 19	Chômage et inflation.....	417
CHAPITRE 20	La balance des paiements La politique des changes	435

AVANT-PROPOS

Rédiger un manuel destiné à des étudiants de premier cycle se formant en économie n'est pas œuvre originale.

Les matières s'imposent à l'auteur. La distinction entre l'approche microéconomique et l'approche macroéconomique, pour artificielle qu'elle soit, est néanmoins traditionnelle. On ne peut ignorer la formation de l'offre, celle de la demande et la comparaison des formes de marché. Tout comme les grands équilibres macroéconomiques, la croissance, la monnaie et les systèmes de change sont des thèmes que l'on traite dans tout enseignement de base en économie politique.

J'ai voulu développer les principes de la science économique de la façon la plus rigoureuse possible en insistant sur les liens étroits entre les attitudes individuelles et les comportements collectifs. De nombreux graphiques permettent au lecteur de visualiser simplement les conclusions de l'analyse. Là où ces conclusions peuvent être aussi vérifiées par un raisonnement mathématique simple, je n'ai pas dédaigné non plus cette forme de présentation. Des démonstrations plus rigoureuses sont présentées en annexe de certains chapitres.

Ce manuel d'économie politique est conçu pour un enseignement académique de 80 heures. Au terme de chaque chapitre, un bref résumé permet d'insister sur les notions que le lecteur doit garder en mémoire pour une bonne compréhension de la suite de l'ouvrage. Des exercices sont aussi proposés, qui permettent d'assimiler aisément les éléments de la science économique en les illustrant par des exemples simples.

Il peut aussi être adopté pour des cours de plus brève durée dans l'enseignement supérieur, universitaire ou non. Dans ce cas, l'enseignement sélectionnera les matières suivant la spécificité de son exposé et le public auquel il s'adresse.

Enfin, certaines parties, plus simples, peuvent être utilisées pour illustrer des thèmes de l'enseignement des sciences économiques dans les établissements d'enseignement secondaire du degré supérieur.

Cet ouvrage est le fruit de plus de trente ans d'enseignement de la science économique aux étudiants de candidature, puis de baccalauréat, en économie et en gestion à l'Université de Liège. Il tient compte aussi de l'apport de près de vingt-cinq années d'enseignement de la même matière aux futurs ingénieurs civils.

Au fil des années, plusieurs parties du manuel ont été profondément remaniées.

L'aboutissement de l'intégration monétaire européenne, marqué par l'introduction d'une monnaie unique dans la majorité des États membres de l'Union européenne, m'a amené à procéder, dans la deuxième édition, à la modification de plusieurs chapitres. J'ai adapté les définitions de la quantité de monnaie à celles données par la Banque Centrale Européenne et j'ai insisté, dans la section consacrée à l'offre de monnaie, sur les outils de la politique monétaire européenne. J'ai aussi apporté des changements au chapitre relatif à la balance des paiements et la politique des changes en décrivant, notamment, l'évolution du système monétaire européen vers l'euro.

Dans la troisième édition, j'ai veillé à améliorer la présentation de l'ouvrage de façon à mieux faire ressortir encore la logique de l'analyse économique. J'ai eu recours aussi, plus que par le passé, aux anticipations des agents économiques pour expliquer certains de leurs comportements.

Cette quatrième édition procède de la volonté de réécrire profondément certaines parties de l'ouvrage en tenant mieux compte des difficultés que le lecteur pourrait être amené à rencontrer. Notamment, j'ai modifié de façon substantielle la présentation des matières de macroéconomie tout en gardant à l'esprit les effets de la crise de 2008 et les difficultés que connaissent depuis lors les anciens pays industrialisés. J'ai aussi ajouté une section relative aux effets des coûts externes sur les décisions des agents économiques, tout en proposant quelques éléments de politique de l'environnement.

Je souhaiterais, avant toute autre chose, remercier le Professeur Albert Minguet de l'Université de Liège dont je fus l'assistant pendant plusieurs années. Il m'a permis de « faire mes premières armes » devant des auditoires nettement moins vastes que ceux que je suis amené à affronter aujourd'hui. Malgré le temps, le chapitre portant sur la demande et l'offre de monnaie est largement inspiré de l'enseignement qu'il donnait aux étudiants de la licence en sciences économiques.

Je voudrais, surtout, insister sur la collaboration de ma collègue Fabienne Fecher avec qui j'ai eu plusieurs discussions sur les thèmes à privilégier dans cet ouvrage et sur la façon d'en organiser la présentation. Les nombreux conseils qu'elle m'a donnés m'ont toujours été d'une grande aide.

Je tiens aussi à remercier Mathieu Lefèbvre pour l'appui qu'il m'a apporté dans la préparation de cette quatrième édition.

Bernard JURION

1

L'OBJET DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

1.1	Définition de la science économique	3
1.2	Approche positive et approche normative de la science économique	4
1.3	Science économique et politique économique	4
1.4	La science économique est la science des choix	5
1.5	La loi des rendements marginaux décroissants	10
1.6	Les économies d'échelle	12
1.7	Microéconomie et macroéconomie	13

Toute société quelle qu'elle soit, quel que soit son degré d'évolution, quel que soit le système économique qui la régit, est amenée à répondre d'une façon ou d'une autre à trois questions fondamentales et interdépendantes :

- quels biens faut-il produire, en quelle quantité et à quelle époque ? Faut-il produire aujourd'hui plus de nourriture ou conviendrait-il, au contraire, de détourner de la production de nourriture, des ressources (main-d'œuvre, machines...) qui serviront à produire plus d'automobiles ou de logements ? Est-il opportun d'utiliser une part importante des ressources disponibles à produire des biens que l'on consommera aujourd'hui ou est-il préférable de construire maintenant un plus grand nombre de machines qui permettront de consommer plus plus tard ? Chaque pays doit-il produire exactement la quantité de chaque bien dont il a besoin pour sa consommation intérieure ou vaut-il mieux qu'il produise, en se spécialisant, une quantité plus importante de certains biens qu'il échangera contre d'autres biens produits ailleurs ? On pourrait proposer au lecteur une infinité d'exemples montrant la complexité des choix auxquels chaque individu ou chaque société est confronté dans la vie de tous les jours.
- comment ces biens doivent-ils être produits ? Quelles ressources doivent-elles être utilisées pour les produire ? Faut-il utiliser plus de travailleurs ou, au contraire, plus de machines ? Les produits agricoles doivent-ils faire l'objet d'une production intensive alliant une grande quantité d'agriculteurs à une faible quantité de terre ou d'une production extensive combinant une moins grande quantité d'agriculteurs à une plus grande quantité de terre ? Parmi tous les procédés techniques permettant de produire différents biens lequel ou lesquels convient-il de choisir ?
- pour qui ces biens doivent-ils être produits ? Quels individus disposeront-ils des biens et des services fournis par l'économie ? Se pose ici la question de la répartition des revenus entre les agents économiques : comment le revenu global de l'économie sera-t-il réparti entre les familles pour leur permettre de consommer les biens produits ? Est-il opportun, notamment, que les pouvoirs publics influencent, par leur politique, la répartition du revenu au sein de l'économie ?

Si ces trois questions se posent de cette manière, c'est pour une raison bien simple. La toute grande majorité des ressources (les ressources naturelles, la terre mais aussi les machines et les travailleurs) permettant de produire des biens et des services directement consommables par les individus n'existent qu'en quantité limitée. Il s'agira, par conséquent, de les utiliser le mieux possible pour satisfaire les besoins individuels. On parlera alors d'une allocation optimale ou d'une allocation efficiente des ressources.

Au contraire, si ces ressources étaient illimitées, si une quantité infinie de chaque bien pouvait être produite, donc si les besoins humains pouvaient être complètement satisfaits, il n'y aurait aucun inconvénient à produire trop d'une marchandise spécifique quelconque, ni à conjuguer dans des proportions défectueuses, les quantités utilisées de facteurs de production. Étant donné que chaque individu pourrait d'autre part se procurer ce qui lui plaît, la distribution du revenu entre les individus ou les ménages composant l'économie serait un problème sans aucune signification.

Malheureusement, à part quelques biens libres tels que l'air existant en quantité illimitée, les biens économiques sont rares. C'est la nature de ces biens (les denrées alimentaires comme les logements, les services bancaires comme les outils, les véhicules automobiles comme les services d'enseignement) de n'exister qu'en quantités limitées.

1.1 DÉFINITION DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

Parmi les nombreuses définitions de la science économique, les plus concluantes sont celles qui mettent l'accent sur la volonté d'expliquer comment les individus (agissant seuls ou en groupes) affectent à la satisfaction de besoins illimités des ressources rares ou limitées.

La science économique :

- permet de comprendre les choix individuels (ceux du producteur lorsqu'il décide les biens qu'il offrira, le prix qu'il demandera et les techniques de production qu'il emploiera, ceux du consommateur qui en raison d'un revenu limité est astreint à choisir entre plusieurs biens,...) et les choix collectifs (ceux du gouvernement lorsqu'il opère un arbitrage entre les objectifs de plein-emploi et de stabilité des prix ou lorsqu'il recueille, par l'impôt, les ressources nécessaires au financement de ses activités...);
- cherche à savoir pourquoi ces choix ne conduisent pas toujours à utiliser les ressources rares le plus efficacement possible (surproduction de certains biens mais sous-production d'autres biens, surinvestissement à certaines époques mais sous-investissement à d'autres moments, chômage maintenant sans emploi une part plus ou moins importante de la population active...);
- propose des solutions destinées à améliorer l'utilisation que font les individus des ressources économiques.

L'objet de la science économique est, par conséquent, bien plus vaste que ce qu'on a eu, parfois, tendance à penser :

- il ne se limite pas à l'analyse d'un ensemble d'activités faisant usage de la monnaie. Sans vouloir minimiser l'importance des phénomènes monétaires, la science économique ne concerne pas leur seule étude. Les sociétés primitives ignoraient souvent la monnaie. Qui oserait prétendre qu'il n'y avait pas d'activités économiques dans ces sociétés ?
- ce serait également le restreindre excessivement que de le ramener à l'étude du commerce entre les nations. Les relations économiques internationales ne peuvent être ignorées par l'économiste. Celui-ci a cependant de nombreuses autres préoccupations.

Par ailleurs, la science économique ne peut se contenter de rechercher comment les ressources rares sont affectées à la satisfaction des besoins des populations à un moment donné ou à une époque bien déterminée. Le temps y prend en effet une place considérable. Utiliser aujourd'hui des ressources naturelles non renouvelables revient à ne plus pouvoir disposer de ces ressources à l'avenir. Et augmenter, en investissant, la production de biens

d'équipement en renonçant à celle de biens de consommation conduit à consommer moins aujourd'hui, mais à consommer plus dans 5 ans, 10 ans ou 20 ans...

1.2 APPROCHE POSITIVE ET APPROCHE NORMATIVE DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

Cette définition de la science économique nous amène à opérer la distinction entre « l'économie positive » et « l'économie normative » :

- l'approche positive : elle décrit, analyse et explique les faits et les comportements économiques. Comment les consommateurs vont-ils réagir à une augmentation du prix des produits qu'ils achètent ? Comment les producteurs vont-ils adapter au progrès technique les processus de production qu'ils utilisent ? Quels seront les effets attendus d'une baisse de la fiscalité ou d'une augmentation des dépenses gouvernementales ? Quelle influence la fluctuation des taux de change aura-t-elle sur les échanges internationaux ? Et ainsi de suite ;
- l'approche normative : elle implique des jugements éthiques ou des jugements de valeur. Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses aux questions qu'elle pose. Chacun y réagit en fonction de sa propre sensibilité. Faut-il privilégier l'objectif de plein emploi ou, au contraire, faut-il accorder plus d'attention à la stabilité des prix ? Dans quelle mesure la politique de taxation et celle de transferts gouvernementaux doivent-elles s'assigner des objectifs de redistribution des revenus ? Convient-il d'encourager les états à maintenir une forte stabilité des taux de change ? Il s'agit là de toute une série de questions auxquelles chacun répond selon ses propres convictions.

1.3 SCIENCE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE

De cette distinction entre approche positive et approche normative de la science économique, il convient de rapprocher celle qu'on établit entre la science et la politique économique.

La science économique est une science. Nous avons dit que la tâche de l'économiste consiste à décrire, à expliquer, à analyser, à mettre en perspective les évolutions de la production, de l'emploi, des prix, des taux d'intérêt et d'un ensemble de grandeurs analogues. Il dira si une augmentation de la masse monétaire en circulation dans l'économie affecte les prix et comment. Il répondra à la question de savoir si une augmentation des salaires payés aux travailleurs a, ou non, un effet significatif sur le volume de l'emploi. Il verra les conséquences d'un allongement des fins de carrière, d'une baisse de la fiscalité ou du développement des échanges internationaux. Il doit remplir cette fonction en faisant abstraction de ses préférences et de ses répugnances personnelles.

Son rôle est un rôle d'explication et non un rôle d'action. Sa mission est d'expliquer, pas d'agir. Ce n'est pas à lui à dire s'il faut privilégier l'objectif de plein-emploi ou

celui de stabilité des prix ou s'il faut relancer l'activité économique par une baisse de la fiscalité plutôt que par une augmentation des dépenses publiques. C'est en effet, là, le rôle de la politique économique (à ne pas confondre avec l'économie politique) : agir sur les faits en fonction d'un certain nombre d'objectifs spécifiés. Ce n'est qu'une fois qu'il aura fixé ses objectifs que le responsable politique prendra conseil auprès de l'économiste pour savoir comment les réaliser. Celui-ci s'efforcera de l'éclaircir en toute objectivité, mais il ne prendra pas position personnellement.

S'ils sont, en règle générale, plus ou moins d'accord sur les méthodes permettant de rencontrer une série d'objectifs donnés, les économistes sont loin de l'être en matière de politique économique. D'importants désaccords se marquent entre eux quand il s'agit de déterminer les objectifs à privilégier et de sélectionner la méthode la plus adéquate pour les atteindre. Certains prôneront un faible taux d'inflation alors que d'autres donneront une plus grande importance au volume de l'emploi. Certains plaideront pour une baisse de la fiscalité, les autres pour une hausse des dépenses gouvernementales. Tout simplement, en matière de politique économique, il existe entre les économistes des différences du même type que celles qui se marquent au sein de l'ensemble de la société.

1.4 LA SCIENCE ÉCONOMIQUE EST LA SCIENCE DES CHOIX

Les ressources économiques ne sont pas infinies. Nous l'avons vu. À tout moment de son existence, l'homme se voit contraint d'effectuer des choix entre des biens relativement rares. Choix du consommateur entre les différents produits qu'il peut acquérir. Choix de l'épargnant entre consommer aujourd'hui ou consommer dans l'avenir. Choix du travailleur entre prêter une heure de travail supplémentaire ou disposer d'une heure de loisir additionnelle. Choix de l'entrepreneur quant à la quantité du produit qu'il fournira, quant au prix auquel il le vendra et quant au processus de production qu'il utilisera pour le fabriquer... Cette nécessité d'effectuer des choix est parfaitement illustrée par la courbe des possibilités de production de l'économie.

1.4.1 La courbe des possibilités de production

Envisageons, à un moment donné, une économie dont la population, les connaissances techniques, le sol, les usines et l'outillage, les ressources naturelles disponibles sont connus une fois pour toutes. Admettons aussi, par souci de simplification, qu'il n'existe que deux biens différents susceptibles d'être produits dans cette économie, par exemple du pain et des logements.

Supposons dans un premier temps que l'ensemble des ressources soient affectées à la production de pain. Compte tenu de l'importance de ces ressources et des techniques existantes, il sera alors possible de fournir 20 millions de tonnes de pain. Si, au contraire, ces ressources avaient été utilisées globalement dans le secteur de la construction, on aurait pu construire 10.000 logements.

Tableau 1.1

	A	B	C	D	E	F
Pain (en millions de tonnes)	20	19	16	12	7	0
Logements (en milliers d'habitations)	0	2	4	6	8	10

Il n'est point indispensable cependant d'envisager l'un ou l'autre de ces cas extrêmes. Certaines ressources seront en effet vraisemblablement affectées à la production de pain alors que les autres resteront utilisées à la construction de logements. Par exemple, étant donné les ressources existantes, il serait possible de produire conjointement 19 millions de tonnes de pain et 2.000 logements. Ou encore, en détournant certaines ressources de la production de pain vers la construction de logements, 16 millions de tonnes de pain et 4.000 logements. Et ainsi de suite. Le tableau ci-dessus représente les différentes combinaisons de pain et de logements que peut fournir l'économie compte tenu du caractère limité des ressources dont elle dispose.

Ce barème est représenté par la figure suivante sur laquelle on mesure, en ordonnée, la production de pain et, en abscisse, la construction de logements.

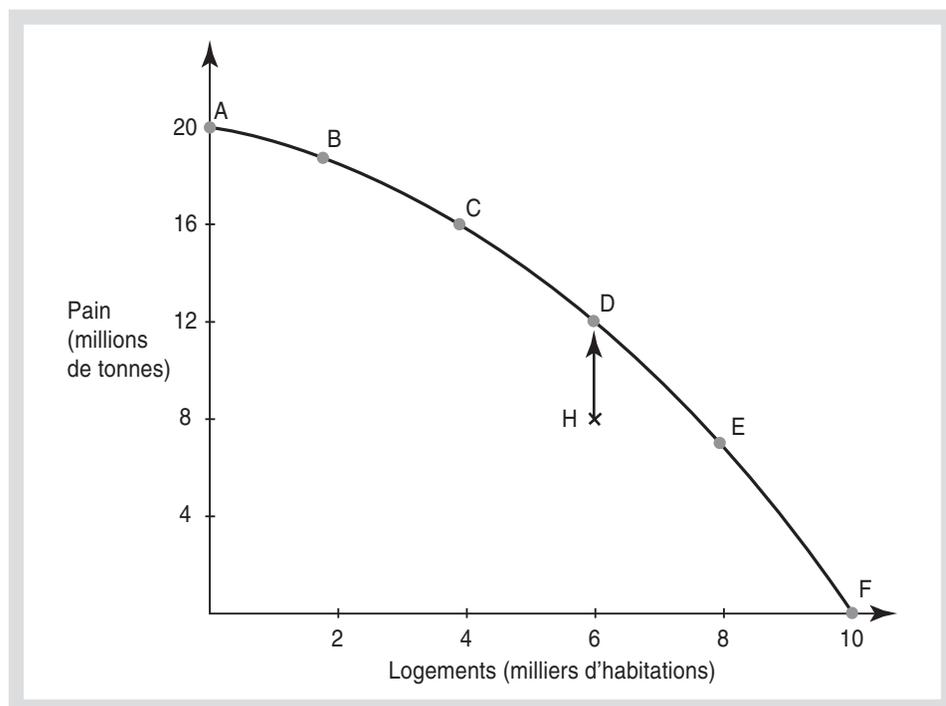
Si l'on joint les points A, B, C, D, E, F, en incluant, par là, toutes les positions intermédiaires, celles correspondant à des fractions d'un million de tonnes de pain ou d'un millier d'habitations, on trace la courbe des possibilités de production de l'économie.

La signification en est particulièrement simple : il s'agit de l'ensemble des combinaisons de biens, ici le pain et les logements, que l'économie peut produire en utilisant pleinement toutes les ressources productives dont elle dispose. De telle sorte qu'une économie de plein emploi, quand elle produit une plus grande quantité d'un bien, doit nécessairement renoncer à un peu d'un autre bien. Par exemple, si l'économie se situe initialement en l'état C, produisant alors 16 millions de tonnes de pain et 4.000 logements, et si, à ce moment, la société désire disposer de 2.000 logements supplémentaires, elle doit nécessairement renoncer à consommer 4 millions de tonnes de pain. La courbe des possibilités de production de l'économie représente donc l'ensemble des combinaisons de biens entre lesquelles la société peut faire son choix.

Nous verrons plus loin en fonction de quels critères on en arrivera à sélectionner un point de cette courbe, en décidant d'affecter une partie (pouvant être nulle) des ressources à la production de chaque bien.

Ceci est vrai pour une économie de plein emploi. Mais qu'en est-il si le chômage est étendu, si des machines restent inemployées, si l'on n'utilise pas toutes les ressources naturelles que l'on pourrait exploiter ? Dans ces circonstances, on ne se situerait plus sur la frontière des possibilités de production.

Si une certaine quantité de ressources reste sans emploi, on produira par exemple, 8 millions de tonnes de pain et 6.000 logements, cet état de l'économie étant représenté

**Figure 1.1**

par le point H situé à l'intérieur de l'aire délimitée par les axes de coordonnées et la courbe AF. En fait, ce qui distingue une situation de sous-emploi d'une situation de plein emploi, c'est que dans la première hypothèse il est possible d'accroître la production d'un bien sans devoir diminuer celle de l'autre, en utilisant des ressources productives jusqu'alors inutilisées (graphiquement, en se déplaçant par exemple du point H vers le point D), alors que dans la seconde, ce n'est pas vrai.

1.4.2 Les nombreuses possibilités d'utilisation de la courbe des possibilités de production

Nous venons de voir une des principales applications de la courbe des possibilités de production : choisir la quantité de deux biens qui sera produite dans l'économie compte tenu des ressources rares y existant et des procédés techniques disponibles.

Cette courbe cependant est susceptible d'illustrer de nombreux autres cas économiques que nous aurons l'occasion de développer dans la suite de l'ouvrage. En voici deux exemples soulevant des problèmes sur lesquels nous reviendrons par la suite :

a) Consommation et investissement

Admettons que nous ayons le choix entre la production de biens qui seront consommés immédiatement et celle de biens d'équipement (on dira alors qu'on investit) qui permettront, dans l'avenir, de produire des biens qui seront consommés alors. Économiquement, investir c'est détourner des ressources productives de la production de biens de consommation (on réduit la consommation actuelle) pour les allouer à la production de biens de capital qui permettront d'accroître la consommation future. Contentons-nous, pour l'instant, de cette définition.

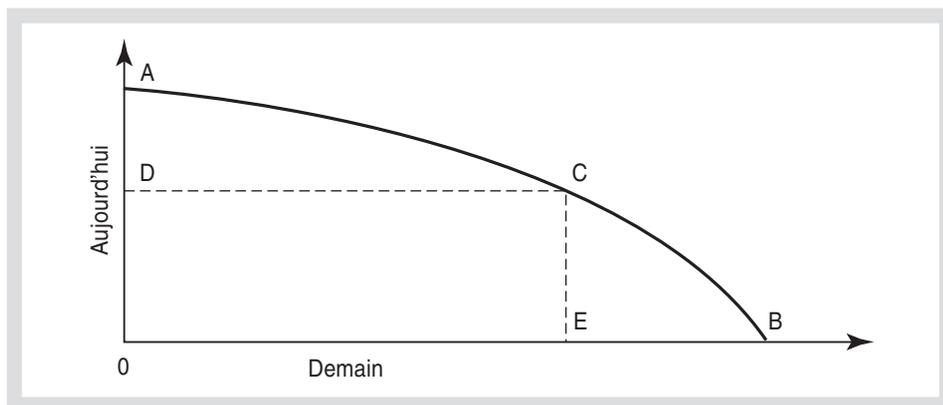


Figure 1.2

Envisageons un diagramme sur lequel nous mesurons, en ordonnée, la consommation actuelle (« aujourd'hui ») et en abscisse, la consommation future (« demain »). Si toutes les ressources productives dont dispose l'économie sont utilisées pour la production de biens de consommation, cette consommation est égale à OA. Pendant ce temps, puisqu'aucune machine n'a été construite pour permettre de produire des biens qui seront consommés dans l'avenir, la consommation future est nulle (on admet, implicitement, que seules les machines construites aujourd'hui serviront à produire demain).

Si, au contraire, toutes les ressources avaient été utilisées à la construction de machines, la consommation présente serait nulle tandis que la consommation future (on suppose que tous les biens produits alors seront consommés) vaudrait OB.

En pratique, bien sûr, une certaine quantité de ressources sera utilisée pour produire des biens consommés immédiatement tandis que le reste servira à construire des machines et sera donc investi. Les points de la courbe des possibilités de production AB représentent par conséquent (les deux situations extrêmes étant décrites par les points A et B), l'ensemble des combinaisons de la consommation présente et de la consommation future susceptibles d'être réalisées dans l'économie compte tenu de la quantité de ressources disponibles.

Plus on se déplace du point A vers le point B le long de cette courbe, plus on consacre de ressources à la production de biens d'équipement (on investit) au détriment de la consommation présente. Supposons que, de tous les points de la courbe AB, celui préféré par la société soit le point C. Nous ne nous demandons pas pour l'instant pourquoi il a été sélectionné plutôt qu'un autre. Quelle sera la consommation actuelle ? Quelle sera l'épargne (la partie non consommée des revenus qu'on mettra à la disposition des entrepreneurs pour leur permettre d'acquérir des biens d'équipement) ? Quelle sera la consommation future ? La réponse à ces questions est immédiate. On consommera aujourd'hui une quantité de produit égale à OD alors qu'on aurait pu consommer OA. On renoncera donc à consommer une quantité de biens égale à DA (c'est l'épargne) pour pouvoir en consommer une quantité OE dans l'avenir.

b) Progrès technique et prospérité

Envisageons cette fois notre société dans un cadre dynamique. Plus un pays est prospère, plus les ressources dont il dispose sont importantes, plus les techniques acquises par sa main-d'œuvre sont développées, plus il lui est possible de produire chaque bien en grande quantité. La courbe des possibilités de production se déplace vers la droite. Pas nécessairement parallèlement à elle-même. Les ressources nouvelles, les nouveaux procédés de production pourraient en effet fort bien contribuer plus efficacement à la production de certains biens qu'à celle des autres. On pourrait très bien imaginer que si on emploie l'ensemble des ressources disponibles à produire du pain, ces nouvelles ressources ou ces nouveaux procédés permettraient d'en doubler la production (40 millions de tonnes). Par contre, dans le cas où l'on ne produirait que des logements, la production n'augmenterait peut-être que de 20 % (12.000 logements) (voir figure 1.3).

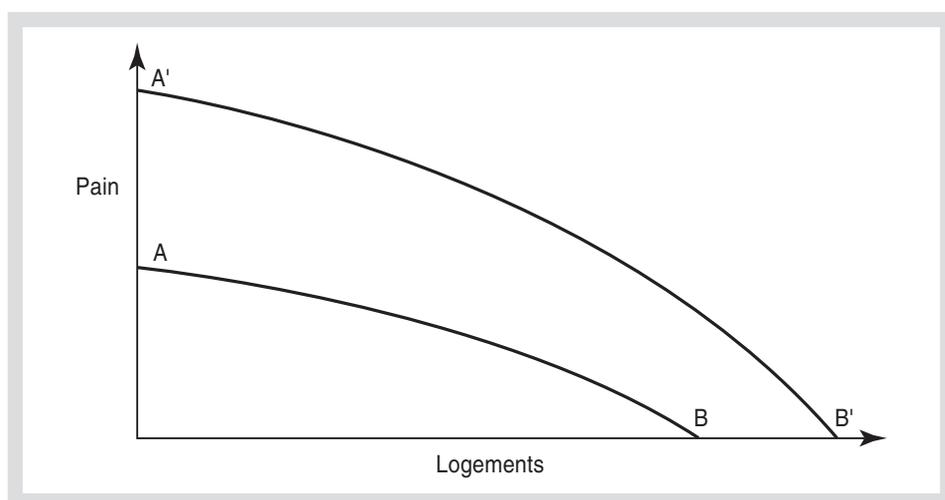


Figure 1.3

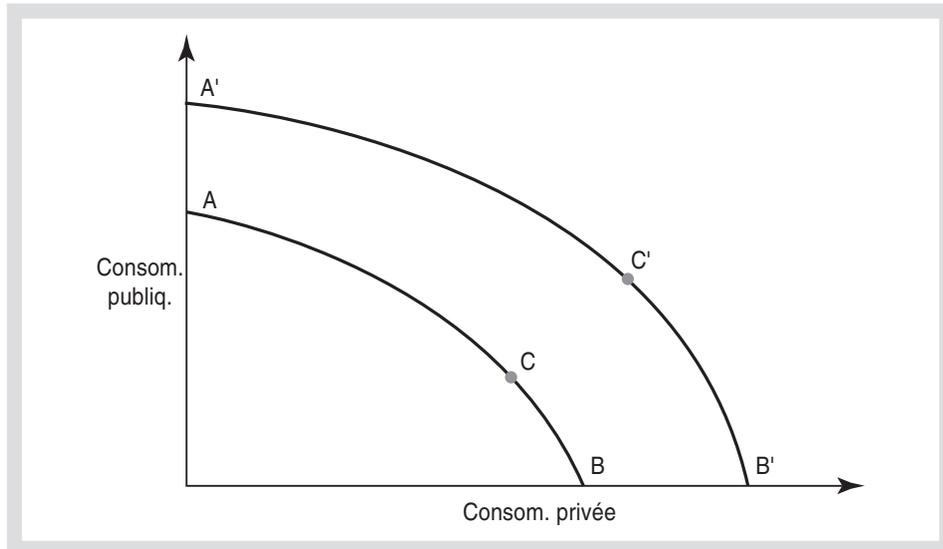


Figure 1.4

L'étude du déplacement de la courbe des possibilités de production au fur et à mesure qu'une société devient plus prospère nous permet de décrire un certain nombre d'évolutions de la structure des dépenses des individus. Il est bien connu, en effet, que cette structure dans une société prospère est très différente de ce qu'elle est dans une économie moins prospère. Par exemple, la répartition des dépenses entre la consommation privée et la consommation publique (routes, défense nationale, recherche, éducation) évolue en fonction du degré d'avancement des économies.

Dans une société peu évoluée, la proportion des ressources que l'on attribue à l'Etat est faible. Cette situation est représentée par le point C le long de la courbe des possibilités de production AB (figure 1.4). Par contre, lorsque l'économie s'engage dans la voie de la croissance, le pays décide de consacrer une part plus importante de son revenu aux services publics. La courbe des possibilités de production se déplace de AB en A'B' située plus à droite : on se situerait alors au point C' le long de la courbe A'B'. On montre ainsi comment les citoyens doivent choisir entre les biens privés qu'ils acquièrent personnellement et les biens publics obtenus, en grande partie, par le produit de l'impôt.

1.5 LA LOI DES RENDEMENTS MARGINAUX DÉCROISSANTS

Revenons-en à notre premier exemple numérique et supposons que l'on se situe initialement au point A. L'économie produit 20 millions de tonnes de pain mais ne bâtit aucun logement. Si, à ce moment, on désire réaliser la construction de 2.000 logements, on sera amené à renoncer à la consommation d'un million de tonnes de pain. Que se passera-t-il

alors si on continue à substituer des logements au pain ? Supposons que l'on se trouve en D et que l'on désire à nouveau accroître de 2.000 unités le nombre de logements. Faudra-t-il encore renoncer à consommer un million de tonnes de pain ? Non, 5 millions de tonnes, cette fois.

Comment peut-on expliquer ceci ? Par une des lois les plus célèbres de l'analyse économique, la loi des rendements marginaux décroissants. De quoi s'agit-il ? Non pas d'une relation entre deux produits telle que celle décrite par la courbe des possibilités de production mais d'une relation entre un facteur de production et la quantité correspondante du bien à la production duquel ce facteur contribue. Elle concerne la production additionnelle qu'il est possible de réaliser en augmentant légèrement la quantité utilisée du facteur de production en question, la quantité employée des autres facteurs restant, pour sa part, inchangée.

Mais, tout d'abord, quels sont les facteurs de production ? On en distingue généralement trois sortes : la main-d'œuvre (le travail), la somme des biens d'équipement acquis par l'homme au terme d'un processus d'investissement (le capital), le sol et les ressources naturelles. Souvent d'ailleurs, se limite-t-on à ne prendre en compte que le travail et le capital.

Envisageons l'exemple suivant. On dispose d'une surface fixe que l'on désire affecter à la production de blé. S'il n'y a pas de main-d'œuvre pour réaliser cette production, celle-ci sera, bien entendu, nulle. Attachons ensuite à cette surface une unité de travail. La production de blé sera égale à 5.000. En d'autres termes, la production de blé qui sera due à la première unité de main-d'œuvre utilisée vaudra 5.000.

Que se passera-t-il si en maintenant la superficie de la terre inchangée, on y met au travail une seconde unité de main-d'œuvre ? La production de blé sera-t-elle alors égale à 10.000 ? Pas nécessairement. Elle sera même vraisemblablement inférieure. Disons qu'elle sera de 9.000. La production moyenne de chaque travailleur sera égale à 4.500. On dit qu'il s'agit de la productivité moyenne du travail. La production additionnelle de blé due à l'utilisation d'une seconde unité de main-d'œuvre ne sera cependant que de 4.000. Il s'agit là de la productivité marginale du travail. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces notions dans le cadre du chapitre consacré à la théorie de la production. Leur importance cependant est telle que nous avons cru bon de les introduire dès à présent.

Qu'advient-il de la production de blé si l'on emploie successivement une troisième, puis une quatrième, puis une cinquième... unité de main-d'œuvre ? La production additionnelle retirée de l'utilisation de chacune de ces unités de travail diminuera vraisemblablement au fur et à mesure que le nombre d'unités employées augmentera. C'est la loi des rendements marginaux décroissants. L'augmentation de la quantité utilisée d'un facteur de production, la quantité employée des autres facteurs restant inchangée, doit normalement faire augmenter la production ; cependant, à partir d'un certain point, la production due à l'emploi d'une unité additionnelle du facteur variable diminue au fur et à mesure qu'augmente la quantité utilisée de ce facteur. Elle est parfaitement décrite par l'exemple suivant :

Tableau 1.2

Nbre d'unités de main-d'œuvre utilisées	Production de blé	Productivité moyenne du travail	Productivité marginale du travail
0	0	0	
1	5.000	5.000	5.000
2	9.000	4.500	4.000
3	12.000	4.000	3.000
4	14.000	3.500	2.000
5	15.000	3.000	1.000
6	15.600	2.600	600

Cet exemple nous amène à formuler deux remarques.

La première. La loi des rendements marginaux décroissants n'apparaît souvent qu'à partir d'un certain seuil de production. La productivité marginale des premières unités de main-d'œuvre peut parfaitement rester constante, voire même augmenter. La productivité marginale du facteur variable ne diminuerait seulement que lorsque la firme engagerait des travailleurs supplémentaires au-delà de ce seuil. La loi des rendements marginaux décroissants est la conséquence de la rareté des facteurs de production fixes (dans notre exemple, la terre) par rapport au facteur variable (la main-d'œuvre). Plus la quantité utilisée du facteur variable augmente, plus bien entendu, le(s) facteur(s) fixe(s) est (sont) rare(s).

La seconde fait l'objet de la section suivante.

1.6 LES ÉCONOMIES D'ÉCHELLE

Les expériences de la vie quotidienne nous apprennent cependant qu'il est souvent moins coûteux de réaliser certains biens à grande échelle plutôt que séparément. Il est moins coûteux de fabriquer 1.000 voitures à la chaîne dans une usine spécialisée que de les fabriquer séparément dans 1.000 petits ateliers artisanaux. N'y a-t-il pas contradiction dès lors, entre cette vérité et la loi des rendements décroissants que nous venons d'énoncer ? Pas du tout.

Supposons que nous doublions l'échelle d'opération d'une firme. Que nous doublions la quantité qu'elle utilise de chaque facteur de production, aussi bien les ressources naturelles ou le capital que la main-d'œuvre. Comment sa production va-t-elle évoluer dans ce cas ? Doublera-t-elle exactement ? Fera-t-elle plus que doubler ? Fera-t-elle moins que doubler ? Chacune de ces trois hypothèses est possible.

C'est dans un tel contexte que l'on parle d'économies et de déséconomies d'échelle ; la firme est susceptible de faire varier la quantité qu'elle emploie de tous

les facteurs de production. On dira alors qu'il y a des rendements globaux croissants à l'échelle si la production augmente plus que proportionnellement à l'accroissement de la quantité utilisée des facteurs de production, des rendements globaux décroissants à l'échelle dans l'hypothèse inverse.

Lorsque nous définissons la loi des rendements décroissants, nous maintenons inchangée la quantité utilisée de certains facteurs de production alors que nous faisons varier la quantité employée d'un autre facteur. La loi des rendements décroissants n'apparaissait que parce que les facteurs fixes se faisaient progressivement de plus en plus rares par rapport au facteur variable.

Quoiqu'il y ait des relations entre ces deux concepts – les rendements globaux à l'échelle et la loi des rendements décroissants – ils représentent, faut-il le noter, des situations totalement différentes.

1.7 MICROÉCONOMIE ET MACROÉCONOMIE

La science économique est la science des choix. Ces choix, elle les étudie tout aussi bien au niveau de l'individu ou de la firme individuelle, qu'à celui de l'ensemble du système économique.

On essaiera de savoir comment le consommateur répartit un budget limité entre les différents biens qu'il peut acquérir sur le marché, ou encore comment l'entrepreneur détermine les biens qu'il produira, en quelles quantités, en faisant appel à quel(s) procédé(s) de production et à quels prix il les vendra. On se demandera aussi comment l'épargnant choisit entre diverses formes possibles de placements de son épargne. Et ainsi de suite. Mais on ne négligera pas pour autant d'essayer de savoir comment le système économique réagit, dans son ensemble, à un accroissement des dépenses publiques ou à une augmentation de la quantité de monnaie en circulation. On verra comment le gouvernement peut se servir des instruments de politique économique qu'il a à sa disposition, les taxes et les dépenses publiques notamment, pour agir sur le volume de l'emploi ou sur le taux de croissance des prix.

Cette distinction, comportement individuel d'une part, comportement du système économique dans son ensemble d'autre part, est approximativement celle que l'on trace communément entre la microéconomie et la macroéconomie. Nous ne pouvons, ni ne voulons d'ailleurs, nier qu'il existe des liens étroits entre ces deux domaines de la science économique. On ne peut construire valablement une théorie macroéconomique de l'investissement sans se demander en fonction de quels mobiles l'entrepreneur individuel investit. On détermine une fonction de demande globale de monnaie pour l'ensemble d'un pays. Cette fonction cependant ne peut être définie indépendamment de la façon dont les agents économiques individuels, les consommateurs, les firmes, choisissent de détenir de la monnaie plutôt que d'autres actifs.

Il en va de même en ce qui concerne la fonction de consommation globale et les choix effectués individuellement par chaque consommateur. Il existe une théorie

microéconomique des finances publiques tout comme il en existe une théorie macroéconomique. On ne peut nier qu'elles sont complémentaires l'une de l'autre. C'est le cas également de la théorie microéconomique et de la théorie macroéconomique de la monnaie, de la théorie microéconomique et de la théorie macroéconomique de l'investissement ou du commerce international. Parfois même des instruments d'analyse analogues sont utilisés dans le cadre de la théorie microéconomique et dans celui de la théorie macroéconomique.

Force nous est cependant de reconnaître que les manuels le plus souvent cités opèrent une distinction entre l'aspect microéconomique et l'aspect macroéconomique des choses. Bon nombre d'ouvrages ne sont consacrés qu'à la théorie microéconomique, d'autres qu'à la théorie macroéconomique. C'est peut-être regrettable. Mais nous non plus, pour des raisons pédagogiques, nous ne pourrions éviter cette distinction. Nous commencerons par aborder l'aspect individuel des choix économiques avant d'en venir à l'aspect global. À tout moment cependant, le lecteur devra se souvenir que la science économique forme un tout et que si nous l'analysons comme nous le faisons, c'est pour lui permettre d'en acquérir les rudiments dans le cadre le plus logique possible. Mais il veillera aussi, au cours des premiers chapitres surtout, à ne pas inférer de comportements individuels des règles qui, comme nous l'avons déjà dit, ne sont peut-être plus vraies pour le système économique dans son ensemble.

RÉSUMÉ

1. L'objet de la **science économique** est d'expliquer comment les individus, agissant seuls ou en groupes, affectent à la satisfaction de besoins illimités des ressources rares ou limitées.

La science économique (l'économie politique) est donc la science des choix. Elle décrit, analyse, explique les évolutions de la production, de l'emploi, des prix et des phénomènes analogues.

2. Par contre, le rôle de la **politique économique** est d'agir sur les faits en fonction d'objectifs que l'on a préalablement fixés.
3. La **courbe des possibilités de production de l'économie** regroupe l'ensemble des combinaisons de biens qu'une économie est susceptible de produire, compte tenu de ses connaissances techniques, si elle utilise pleinement les ressources productives dont elle dispose.

Elle représente, par conséquent, l'ensemble des combinaisons de biens entre lesquelles la société peut faire un choix.

4. Lorsque le chômage est étendu et lorsque des machines restent inemployées, l'économie se situe en-dessous de sa frontière des possibilités de production. Il lui est alors possible d'accroître la production d'un bien, sans diminuer celle des autres, en utilisant des ressources productives jusqu'alors inutilisées.

Cette situation décrit une économie de **sous-emploi**.

5. La courbe des possibilités de production permet de décrire les choix entre la consommation et l'investissement, donc entre la consommation actuelle et la consommation future.

Investir consiste à détourner des ressources productives de la consommation présente pour les utiliser à la fabrication de biens de capital qui permettront d'accroître la consommation future.

6. Sous l'effet du **progrès technique**, la courbe des possibilités de production se déplace vers la droite exprimant ainsi la possibilité de fournir les différents produits en plus grande quantité.
7. Lorsqu'on ne produit que deux biens dont on mesure les quantités respectives le long des axes de coordonnées, la courbe des possibilités de production tourne sa concavité vers l'origine des axes. C'est une conséquence de l'existence de **rendements marginaux décroissants**.
8. La **microéconomie** analyse les comportements de l'individu ou de la firme individuelle, tandis que la **macroéconomie** explique le fonctionnement du système économique dans son ensemble.

2

LE SYSTÈME DES PRIX ET LES CHOIX ÉCONOMIQUES

2.1	Système des prix et libre initiative privée	18
2.2	Libre formation des prix et imperfection de la concurrence	22
2.3	Libre formation des prix et répartition des revenus	24
2.4	Le capitalisme avancé et l'activité économique de l'État	24

Lorsqu'on décrit et qu'on explique les faits économiques, il est indispensable de définir préalablement le cadre historique et géographique de la réflexion. En effet, de tout temps et à tout endroit, les hommes n'ont pas été soumis aux mêmes lois, ni gouvernés par les mêmes systèmes économiques même si souvent le marché a joué un rôle prédominant. Cet ouvrage d'économie politique concerne l'étude des mécanismes économiques dans les sociétés industrielles occidentales de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e siècle, bref l'étude des mécanismes économiques dans les sociétés capitalistes avancées. Lorsque nous verrons comment l'entrepreneur détermine le processus de production qu'il utilisera pour fabriquer son produit, ce sera en supposant tout naturellement qu'il a personnellement la possibilité de choisir entre plusieurs procédés. Et, quand nous nous demanderons comment une modification des goûts des consommateurs affectera les prix des biens qu'ils consomment, ce sera évidemment en admettant que ces prix ne sont pas fixés de façon arbitraire en dehors des marchés.

Nous nous attacherons donc à l'étude des mécanismes économiques dans les sociétés capitalistes avancées. Qu'est-ce à dire ? Notre système économique n'est plus le capitalisme pur tel qu'on le connaissait et qu'on le définissait il y a plus d'un siècle. C'est le néo-capitalisme ou système «mixte» d'initiative capitaliste. Si, toutefois, le système capitaliste pur se définit par un ensemble de caractéristiques bien précises, on ne peut en dire autant du « néo-capitalisme ». Nous dirons tout simplement de lui qu'il doit être considéré comme une adaptation du système capitaliste à un certain nombre de besoins actuels de la société en permettant que les décisions qui seront prises le soient davantage dans une perspective conforme à ce qui est estimé être l'intérêt général. Aussi, envisagerons-nous tout d'abord les principales caractéristiques du système capitaliste, notamment le rôle que joue en son sein le système des prix. Ensuite, nous verrons pourquoi ce système fut critiqué, permettant alors, à côté de celle des ménages et des firmes, l'intervention de l'État dans le fonctionnement des mécanismes économiques.

2.1 SYSTÈME DES PRIX ET LIBRE INITIATIVE PRIVÉE

Dans un système de libre initiative privée, aucun individu, aucun groupe d'individus, ne se préoccupe consciemment et directement de l'intérêt général. Aucune autorité ne coordonne la multitude de décisions économiques. Chaque individu, chaque groupe ne poursuit que des fins égoïstes visant tantôt, s'il est consommateur, à maximiser son niveau de satisfaction, tantôt, s'il est producteur, à maximiser son profit (nous verrons très longuement, par la suite, les conséquences de tels comportements). Or un tel système fonctionne, il n'est voué ni au chaos, ni à l'anarchie, un grand nombre d'exemples historiques sont là pour nous le prouver. Qui plus est, on montre que, sous certaines conditions (sur lesquelles nous reviendrons ci-dessous en notant qu'elles ne sont jamais pleinement réalisées), chaque individu, en poursuivant exclusivement ses fins égoïstes, sera conduit, comme par une main invisible, à réaliser les fins les plus avantageuses pour tous de telle sorte que, dans ces conditions, toute interférence de l'État dans la libre concurrence entraînerait presque inévitablement des conséquences néfastes. Ce principe, un des principes de base de la

science économique contemporaine, fut déjà énoncé par Adam Smith (dans *La Richesse des Nations*) dès la fin du XVIII^e siècle.

Mais comment un tel système fonctionne-t-il ? Quelles en sont les lignes maîtresses ?

Le principe de base est très simple. Chaque chose, quelle qu'elle soit, a un prix.

Qu'il s'agisse du kilo de pain ou du kilo de beurre, du kilo de blé ou de la tonne d'acier, de l'automobile ou du poste de télévision, du travail de l'employé ou de celui du professeur d'université (dans le cas du travail humain, on parlera de « taux de salaire »), de l'hectare de terrain (son prix est la « rente foncière ») ou de la maison d'habitation, chaque chose a un prix. Chacun reçoit de la monnaie pour ce qu'il vend (son travail, du blé, de l'acier, le droit de cultiver son champ ou d'habiter la maison dont il est le propriétaire...) et chacun emploie cette monnaie pour acheter ce qu'il désire (du pain, du beurre, une automobile, un poste de télévision...). Pour chaque chose donc un prix se forme. Il n'est pas immuable cependant.

Admettons, en effet, qu'à un certain moment, la demande des ménages pour les logements augmente lorsque, dans le même temps, celle pour les véhicules automobiles se réduit. La demande des ménages pour les logements augmente. Dans les faits, ces ménages vont déverser un flot de commandes nouvelles chez les vendeurs-constructeurs de logements. Comment peut-on représenter cette situation graphiquement ?

Nous mesurons en abscisse la quantité de logements demandée par les ménages et celle offerte par les vendeurs, en ordonnée le prix des logements. Nous traçons deux courbes (nous les représentons ici, par simplicité, par des segments de droite) : une courbe de demande, décroissante, exprimant la relation entre le prix des logements et la quantité de logements demandée par les ménages (plus le prix est bas, plus la quantité demandée est élevée) et une courbe d'offre, croissante, donnant, pour chaque prix, la quantité de logements offerte par les vendeurs (plus le prix est élevé, plus les vendeurs sont disposés à offrir un grand nombre de logements). Nous verrons plus loin quels sont les facteurs déterminant l'orientation générale de ces courbes.

L'équilibre du marché se fixe à la rencontre de la courbe d'offre et de la courbe de demande. Le prix d'équilibre (P_0) est, en effet, celui qui permet d'égaliser les quantités offertes et demandées de logements ($Q_0 = Q_0^D = Q_0^S$). Ceci est aisé à comprendre. Admettons que le prix des logements soit de P_1 ($P_1 > P_0$). A ce prix, la quantité de logements offerte par les vendeurs (Q_1^S) est supérieure à celle demandée par les ménages (Q_1^D). Un certain nombre de vendeurs ne parviennent pas alors à écouler leur production, ce qui se traduit par une baisse du prix. Si, inversement, le prix des logements était de P_2 ($P_2 < P_0$), la quantité de logements demandée (Q_2^D) serait supérieure à celle offerte (Q_2^S). Certains acheteurs ne sauraient alors être satisfaits ce qui se traduirait par une hausse du prix.

L'accroissement de la demande pour les logements aura comme effet que, quel que soit le prix de ces logements, la quantité qui en sera maintenant demandée est supérieure à celle qui était demandée auparavant : la courbe de demande de logements se déplacera vers la droite et vers le haut. À l'ancien prix d'équilibre, P_0 , la demande de logements

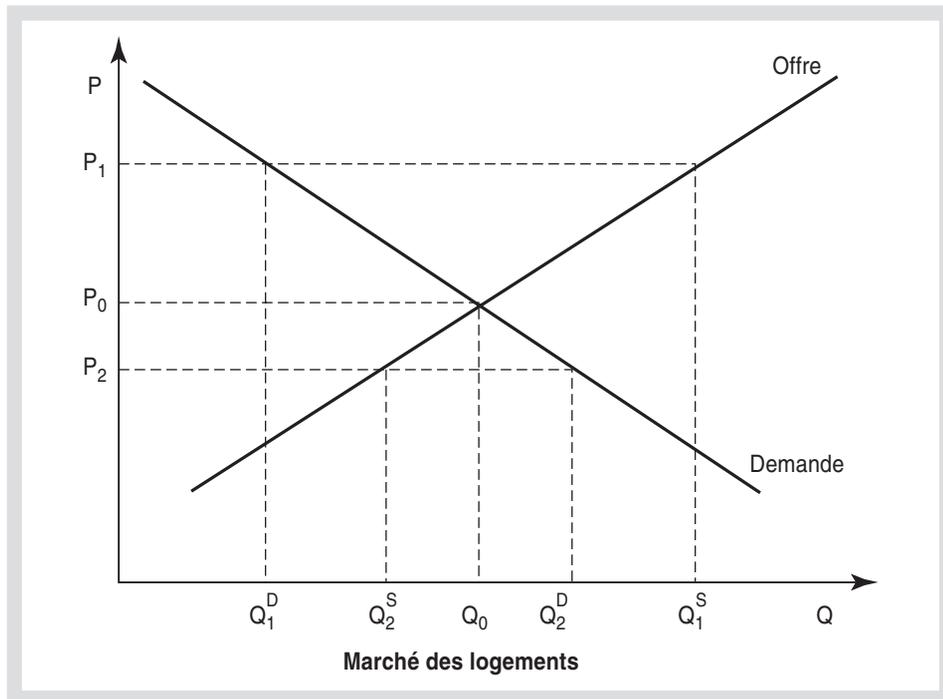


Figure 2.1

deviendra donc supérieure à la quantité offerte. L'équilibre sur ce marché ne se rétablira alors que pour un prix P'_0 supérieur à P_0 : à ce prix seulement, compte tenu des conditions nouvelles, les ménages désireront obtenir exactement la même quantité de logements que celle que les vendeurs acceptent de leur offrir à savoir Q'_0 . Les commandes accrues de logements auront, par conséquent, comme effet de faire monter les prix et d'inciter les fabricants à une production plus importante.

Dans le même temps que la demande pour les logements a augmenté, celle pour les véhicules automobiles a diminué. Pour tout niveau du prix de ces véhicules, la quantité qui en est demandée est inférieure à ce qu'elle était précédemment.

La courbe de demande pour les automobiles se déplace donc vers la gauche et vers le bas. Au prix P_j , qui prévalait initialement sur ce marché, la quantité de véhicules demandée par les acheteurs est alors inférieure à celle offerte par les vendeurs. Sous l'effet de la concurrence, le prix des automobiles diminue. L'équilibre entre quantités offerte et demandée de véhicules automobiles ne se rétablit alors qu'au prix P'_j inférieur à P_j . La diminution de la demande d'automobiles aura donc comme effet d'en faire baisser le prix et d'inciter les fabricants à une moindre production.

Ce qui est vrai pour les biens de consommation l'est également pour les facteurs de production, la main-d'œuvre, le sol, les biens instrumentaux. Si une économie dispose

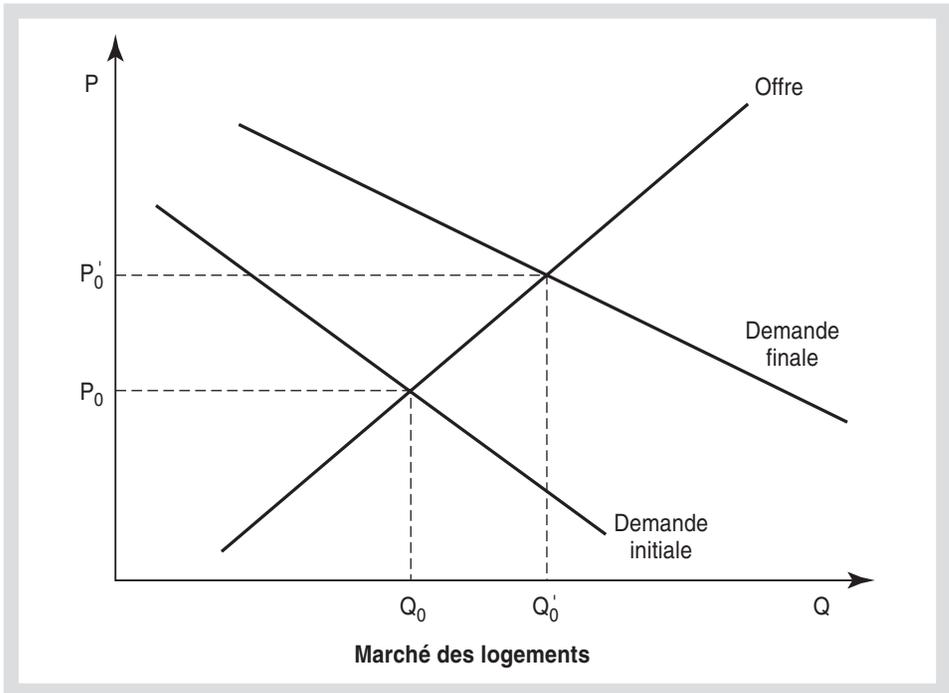


Figure 2.2

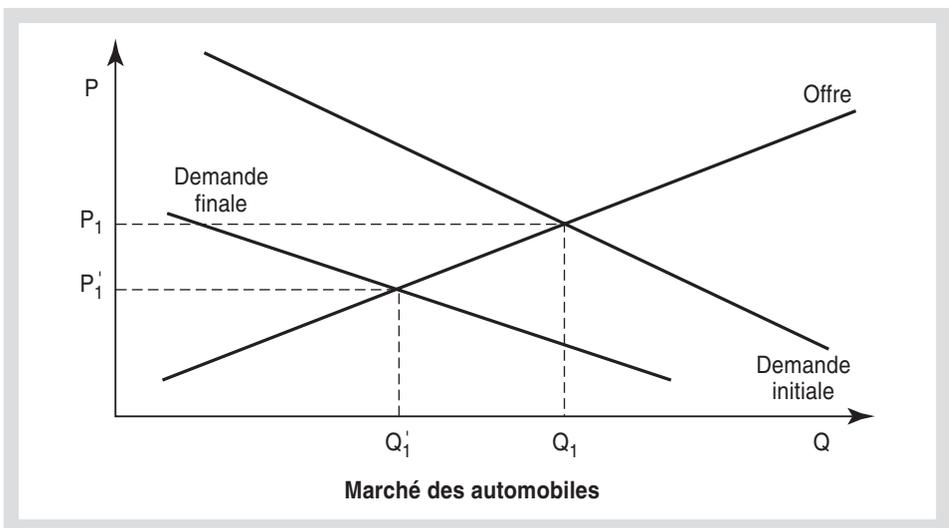


Figure 2.3

de trop d'informaticiens (on verra plus loin comment se forment l'offre et la demande de travail) mais de trop peu d'économistes, le «prix» (le taux de salaire horaire) des informaticiens diminue tandis que celui des économistes augmente. Qui plus est, pendant ce temps, toutes autres choses restant égales, une partie de la main-d'œuvre se déplace du secteur de l'informatique vers celui de l'analyse économique. Le système des prix provoquera donc un déplacement de la main-d'œuvre vers l'activité la plus recherchée par l'industrie. Dans le même ordre d'idées, un hectare de terre sera affecté à l'activité offrant à son propriétaire le meilleur rendement. Ainsi, si le prix du sucre augmente par rapport à celui du blé, il ne serait nullement étonnant de voir certaines terres affectées jusqu'alors à la production de blé, l'être à celle de plantes à sucre.

Dans un tel système concurrentiel de pertes et de profits, les objets qui seront produits sont déterminés par le vote des consommateurs chaque fois qu'ils décident d'acheter tel article et non pas tel autre. La façon (le comment) dont ces objets seront produits est déterminée par la concurrence entre les producteurs incitant ceux-ci à rechercher à tout moment la méthode de production la moins onéreuse et à utiliser les facteurs dans une proportion adéquate. Le producteur qui aura mis au point la méthode de production la plus efficace disposera d'un avantage certain sur ses rivaux. Finalement – et nous bouclons ainsi la boucle – lorsque le consommateur achète son logement, son automobile, son kilo de pain ou son kilo de beurre, il verse une certaine somme d'argent qui sera utilisée à payer les salaires, les loyers, les dividendes des facteurs ayant contribué à la production de ces biens. Les taux de salaire, les rentes foncières, les profits des capitaux seront déterminés compte tenu des techniques utilisées par les producteurs, par la loi de l'offre et de la demande sur les marchés des facteurs de production. Le revenu des individus, donc finalement le « pour qui les biens sont produits », sera par conséquent également fixé par la seule loi du marché.

2.2 LIBRE FORMATION DES PRIX ET IMPERFECTION DE LA CONCURRENCE

Voilà donc, semble-t-il, résolu à la satisfaction de tous, le triple problème du choix des biens à produire, de la façon de les produire et des personnes à qui ils sont destinés. Ce n'est pas sûr. En effet, en deux siècles, la loi d'Adam Smith a donné lieu à de nombreuses discussions parmi les économistes. Pour finalement arriver à la conclusion que si les vertus attribuées à la concurrence peuvent être réalisées ce n'est que moyennant la satisfaction de conditions préalables particulièrement restrictives et notamment celle – certainement la plus importante – que tous les marchés de l'économie soient des marchés parfaitement concurrentiels.

Qu'est-ce à dire ? Que sur chaque marché, les marchés de produits comme ceux de facteurs de production, aucun individu, qu'il soit acheteur ou vendeur, n'est capable d'influencer le prix pratiqué par son propre comportement. Dès que cette condition n'est pas satisfaite, que la quantité d'un bien ou d'un facteur de production demandée ou offerte

par un individu ou par un groupe coordonné d'individus est suffisamment importante pour permettre à cet individu ou à ce groupe d'en influencer le cours dans un sens ou dans l'autre, un certain degré d'imperfection s'introduit dans le jeu des transactions avec comme conséquence que le système des prix n'assure plus alors une bonne utilisation des ressources de l'économie. Qui plus est, même si, en présence de tels éléments d'imperfection de la concurrence, certains marchés demeurent parfaitement concurrentiels, rien ne garantit que l'affectation des ressources sur ces marchés soit l'allocation optimale.

Or, nous le verrons, des éléments de monopole apparaissent sur la grande majorité des marchés de l'économie. Sur presque tous les marchés, des individus ou des groupes d'individus achètent ou vendent un bien en quantités suffisantes pour être en mesure d'agir sur son prix. Certes lorsque plusieurs firmes existent qui produisent des biens identiques ou presque identiques, chaque entrepreneur ne pourra pas fixer son prix sans tenir compte de ceux de ses rivaux. Mais dans bon nombre de cas il vendra une quantité suffisamment importante de ce produit pour pouvoir influencer son prix par son seul comportement. Souvent même aussi achètera-t-il personnellement une suffisamment grande quantité de certains facteurs pour être également en mesure d'influencer leurs prix à lui seul.

Répetons-nous. L'existence de firmes rivales, donc d'une certaine concurrence, ne veut pas nécessairement dire concurrence parfaite. Encore faut-il que chacun, individu ou groupe, soit incapable, par son propre comportement, d'agir sur les prix.

Qui plus est, lorsque les entreprises ont avantage à produire sur une grande échelle, on s'écarte naturellement des hypothèses de la concurrence parfaite puisque chacune a une production suffisante pour avoir une influence sur le prix. La nature des coûts est alors telle que la concurrence parfaite ne saurait perdurer.

Si donc, dans le monde dans lequel nous vivons, l'existence d'importants éléments de monopole empêche le modèle concurrentiel de fonctionner convenablement, il en va de même de l'instabilité et de la non-transparence des préférences des consommateurs. Ignorant quand les goûts des consommateurs changeront, les entreprises peuvent surproduire dans certaines branches et sous-produire dans d'autres. Et si finalement les entreprises finissent par s'adapter aux leçons de l'expérience, il y a fort à penser qu'alors les préférences des consommateurs se seront à nouveau modifiées.

Dans le même ordre d'idées, on peut également avancer l'argument suivant. Beaucoup de producteurs ignorent à peu près tout des méthodes de production plus efficaces utilisées par leurs concurrents ; les producteurs n'ont pas une connaissance parfaite de l'ensemble des techniques disponibles. Et lorsqu'ils l'acquerront, celles-ci auront à nouveau évolué.

Mais pourquoi, direz-vous, les économistes ont-ils fait tant d'efforts, ont-ils consacré tant de temps à l'étude de la concurrence parfaite puisqu'il s'agit d'une forme utopique d'organisation de la société qui n'a jamais pu être expérimentée ? Tout simplement parce qu'elle va leur servir d'étalon par rapport auquel ils jugeront les formes d'organisation des marchés qu'ils rencontreront dans la réalité. Mais cela est une autre histoire sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

2.3 LIBRE FORMATION DES PRIX ET RÉPARTITION DES REVENUS

Même si le modèle concurrentiel fonctionnait parfaitement, même si la concurrence parfaite était généralisée sur tous les marchés de l'économie, le système capitaliste pur ne serait peut-être pas encore, pour une autre raison, le système idéal. Rien ne garantit en effet que la répartition des revenus qui résulterait des lois du marché puisse être considérée comme équitable ou souhaitable.

Lorsqu'il s'agit d'élire ses représentants au Parlement, chacun a droit à une voix. Ce n'est pas le cas dans le cadre de la vie économique. Compte tenu de la rareté des ressources économiques, chaque unité de produit ira à celui qui sera prêt à payer le prix le plus élevé pour l'obtenir. Or si ce prix dépend des goûts du consommateur, il est également fonction de son revenu : généralement, plus celui-ci est haut, plus on accepte de payer un prix élevé pour toute unité supplémentaire d'un bien. Dans cette perspective, un ménage riche pourrait être prêt à payer plus pour acquérir un troisième ou un quatrième véhicule automobile qu'un ménage pauvre pour en obtenir un premier. Il en retirerait cependant une moins grande satisfaction.

Laisser les salaires se former librement par le jeu de l'offre et de la demande conduirait à réduire les revenus de travailleurs disposant d'une qualification qui est peu demandée par l'industrie. Dans le même temps, une des conséquences du progrès technique ou du développement des relations économiques internationales serait vraisemblablement de réduire de façon substantielle le pouvoir d'achat de certains tout en augmentant, dans une mesure plus large, celui d'autres.

Faut-il que les revenus soient déterminés uniquement par le résultat d'une lutte concurrentielle ou est-il préférable que les pouvoirs publics interviennent, par la perception de taxes et l'attribution de transferts sociaux, pour en rendre la répartition plus égalitaire ? Il s'agit là, nous l'avons déjà dit, d'une question de nature normative qui ne relève pas de l'objet du cours, la compréhension des mécanismes économiques. Encore faut-il être conscient qu'elle peut se poser.

2.4 LE CAPITALISME AVANCÉ ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT

Ce sont les raisons que nous venons de citer (imperfection de la concurrence, mauvaise information des agents économiques, volonté de redistribuer le revenu) qui ont justifié l'intervention croissante de l'État dans le processus économique. Nous ne vivons plus, nous l'avons dit, dans un régime capitaliste pur mais dans un régime néo-capitaliste, dans un système mixte au sein duquel des éléments de contrôle étatique se combinent avec des éléments de marché pour organiser la production et la consommation. Il convient donc de s'interroger sur les motivations de l'État lorsqu'il intervient dans la vie économique et sur les modalités de son intervention.

a) Les motivations de l'intervention des pouvoirs publics

La littérature assigne généralement trois fonctions bien particulières à la branche budgétaire du secteur public :

- une fonction d'allocation des ressources ;
- une fonction de redistribution du revenu ;
- une fonction de stabilisation de l'activité économique.

La fonction d'allocation des ressources

Elle répond principalement à l'existence de biens qui, par leur nature, ne peuvent faire l'objet de transactions dans un système de marché. Ces biens sont appelés biens publics pour les distinguer des biens privés qui, quant à eux, peuvent faire l'objet sans problème de telles transactions. Cette distinction entre biens privés et publics est donc basée exclusivement sur les caractéristiques techniques propres à chaque type de biens.

Le bien public est consommé conjointement, sans rivalité, par plusieurs personnes (tous les habitants d'un quartier, d'une commune, d'une région, d'un pays ou, même, d'un groupe de pays) alors que le bien privé fait l'objet d'une consommation individuelle (le litre de lait ou l'ordinateur portable par opposition aux services de défense nationale ou de protection de l'environnement).

La consommation du bien privé est, d'autre part, soumise au paiement d'un prix (si on n'accepte pas de payer le prix, on renonce à la consommation du produit), ce qui n'est pas le cas du bien public, caractérisé par l'absence de possibilité d'exclusion par les prix. Ceci conduit les consommateurs de biens faisant l'objet d'une consommation (totalement ou, même, partiellement) collective à adopter une attitude de « passager clandestin ». Chacun tâchera de participer à la consommation de ces biens sans avoir à en supporter la charge. Si tout le monde adopte cette attitude, de tels biens ne pourront jamais être offerts dans le cadre d'un processus de marché. C'est pourquoi l'offre de biens publics ne peut être laissée à l'initiative privée. Le gouvernement intervient, dans ce cas, pour corriger une défaillance du marché.

Il intervient aussi pour corriger d'autres formes de défaillances du marché. Notamment, lorsque les décisions d'agents économiques entraînent des coûts ou des avantages pour d'autres agents économiques qui ne sont pas pris en compte dans le calcul économique (on parle de coûts ou de bénéfices « externes »). On peut expliquer ainsi la lutte contre la pollution et les dégradations de l'environnement compte tenu du coût social qui en résulte, ainsi que l'organisation de services de santé ou d'un réseau d'enseignement étant donné le plus grand attrait pour chacun de vivre au sein d'une société mieux soignée ou mieux éduquée.

Le secteur public intervient également pour corriger l'offre ou la demande de biens présentant, cependant, toutes les caractéristiques du bien privé. Certains de ces biens sont qualifiés de biens méritoires et leur consommation est encouragée (l'accession au logement...) ; d'autres, au contraire, sont estimés peu désirables par les pouvoirs publics (alcool, tabac...) et leur consommation est découragée.

Finalement, les pouvoirs publics sont, totalement ou partiellement, propriétaires de certaines entreprises et interviennent à ce titre dans la production de biens faisant l'objet d'échanges sur le marché. Les transports en commun, les télécommunications, la distribution d'eau ou celle de gaz et d'électricité sont des branches d'activité, au moins partiellement, aux mains du secteur public ou largement régulées par celui-ci. Les entreprises publiques sont donc celles qui sont placées sous l'autorité de l'État. Comme toute autre entreprise, cependant, elles produisent des biens et des services en vue de les vendre sur le marché, à un prix couvrant approximativement leurs coûts. Pour sa part, l'administration publique (les services administratifs) regroupe toutes les unités économiques dont la mission est de mettre à la disposition du public des biens et des services, gratuitement ou, tout au moins, à un prix sans rapport avec leur coût.

La fonction de redistribution du revenu

La volonté du secteur public de redistribuer le revenu entre les membres de la collectivité détermine en grande partie sa politique de taxation et de transferts. La répartition de l'impôt entre les contribuables, sa plus ou moins grande progressivité, les conditions d'octroi des transferts sociaux, les modes de financement de la politique sociale constituent en effet les principaux instruments de la politique de redistribution du revenu menée par les pouvoirs publics.

La quantité de ressources (richesse, revenu...) dont chaque ménage disposera finalement, les transferts monétaires qu'il recevra, ne sont cependant pas les seuls éléments à prendre en compte au moment d'effectuer le bilan d'une politique de redistribution. Il ne faut pas oublier, en effet, que par les biens qu'il fournit (des services d'enseignement, des services de logement offerts sans la perception d'une contribution correspondante...), le gouvernement influence également de façon significative la répartition du revenu entre les individus. La manière dont sont réalisés les objectifs de la fonction d'allocation des ressources n'est, par conséquent, pas sans effet sur la réalisation de ceux de la fonction de redistribution du revenu.

La fonction de stabilisation de l'activité économique

Les pouvoirs publics utilisent aussi leur politique fiscale pour réaliser -ou tout au moins pour essayer de tendre vers leur réalisation- un certain nombre d'objectifs macroéconomiques : un haut niveau d'emploi, un degré raisonnable de stabilité des prix, une balance des paiements équilibrée, un taux acceptable de croissance de l'économie. Aussi, comme nous le verrons dans la seconde partie de l'ouvrage, le budget de l'État (les dépenses gouvernementales mais aussi les taxes et les transferts sociaux) est-il souvent utilisé pour essayer de réduire les fluctuations que connaît l'activité économique. Par certains de ses aspects même, la politique budgétaire remplit un rôle de stabilisateur automatique. Elle contient en son sein un certain nombre d'instruments dont la fonction est de répondre immédiatement, sans délais, à des facteurs indicateurs d'une instabilité de la situation économique. On peut citer, comme exemples de stabilisateurs automatiques, la progressivité de l'impôt direct ou encore les allocations aux travailleurs sans emploi. Qui plus est, les méthodes de financement d'un budget en déséquilibre peuvent donner lieu à toute une

série d'effets dérivés sur l'activité économique. Ce sont là des thèmes que nous aurons l'occasion de développer par la suite.

Les résultats de la fonction de stabilisation du budget public ne seront pas sans effet sur ceux des fonctions d'allocation des ressources et de redistribution du revenu. Réduire les dépenses publiques négligera vraisemblablement le fait que ces dépenses répondent à des besoins spécifiques de la population ou assurent une meilleure répartition des revenus. Les accroître dans un objectif de stabilisation, sans donner la possibilité aux ménages d'augmenter leur consommation privée, risque d'entraîner le développement d'un secteur public de taille excessive.

Pour nous résumer, l'État intervient dans le processus économique avec une triple mission. Fournir les biens et les services collectifs ainsi que corriger, dans certains cas, l'utilisation des ressources qui résulterait du simple jeu des forces du marché dans un sens plus conforme à l'« intérêt collectif ». Adapter la distribution du revenu entre les individus de façon telle que ce revenu soit réparti de façon plus égalitaire. Agir sur le niveau d'activité économique de la nation en employant à cet effet les instruments adéquats.

b) Les modalités d'intervention des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics vont rencontrer leurs objectifs de différentes façons :

- en créant un cadre légal au sein duquel l'activité économique va se développer. Empêcher certains comportements, en rendre d'autres obligatoires... modifie fondamentalement les conditions dans lesquelles l'activité économique s'exerce. En l'absence des règles existantes, encadrant l'activité économique, le monde serait certainement très différent de ce qu'il est aujourd'hui ;
- en mettant des biens et des services publics à la disposition de la population. Ces biens et ces services sont destinés à rencontrer des besoins qui ne peuvent pas être satisfaits dans le cadre d'un processus de marché. Nous verrons aussi que les dépenses publiques constituent, au même titre que les dépenses de consommation des ménages et les dépenses d'investissement des entreprises, une des composantes de la demande de produits adressée à l'économie et peuvent être utilisées, de ce fait, comme un instrument de politique macroéconomique ;
- en prélevant des impôts (politique fiscale) et en finançant une politique de transferts sociaux. Ces politiques devront être, à la fois, équitables et efficaces. Elles devront être équitables dans la mesure où elles permettront de rencontrer les objectifs de redistribution que les pouvoirs publics se sont assignés. Elles devront aussi être efficaces puisqu'il s'agira pour elles d'influencer le moins possible la majorité des comportements que les agents économiques adopteraient en leur absence. Or nous verrons, par plusieurs exemples, que ces agents économiques réagissent le plus souvent à la fiscalité et aux aides sociales en modifiant leurs comportements et en essayant, notamment, de reporter partiellement la charge de l'impôt vers d'autres unités économiques. Par ailleurs, en faisant varier la pression fiscale ou le montant des aides sociales, les pouvoirs publics modifieront aussi le revenu que les ménages consacrent au financement de leurs dépenses de consommation.

c) Les choix collectifs

Nous avons vu qu'en offrant à la population des biens et des services répondant à des caractéristiques spécifiques, les pouvoirs publics réagissent à des situations de défaillance du marché. Quelle incitation les habitants d'un pays auraient-ils à révéler la valeur que représentent pour eux la politique de défense ou celle de justice puisqu'ils savent qu'ils ne pourront en aucun cas être écartés des avantages de ces politiques ? Pourquoi chacun révélerait-il le plaisir qu'il retire à vivre au sein d'une société mieux soignée ou plus éduquée puisque, de toute façon, nul ne pourra l'empêcher de profiter d'une telle situation ? Pourquoi un entrepreneur tiendrait-il compte, lors de ses choix, des coûts additionnels (on dira des « coûts externes ») que son activité fait supporter à d'autres agents économiques ou pourquoi, lorsqu'il fait la file à l'entrée d'une ville, l'automobiliste pressé prendrait-il en considération le temps d'attente supplémentaire que sa présence impose aux autres automobilistes ?

Lorsque les agents économiques sont amenés à se comporter en « passager clandestin », un processus de décision politique se substitue au système de prix.

Dans le monde politique, tout comme sur le marché, plusieurs groupes d'agents économiques coexistent et agissent en fonction de leurs propres objectifs :

- les électeurs émettent des choix entre plusieurs politiques (démocratie directe) ou entre plusieurs candidats chargés de les représenter (démocratie représentative). Ils essayent de se montrer rationnels en choisissant la politique ou le candidat leur permettant de rencontrer le mieux possible leurs objectifs personnels. Il n'empêche qu'on peut montrer (théorème de l'impossibilité de Arrow), qu'à moins de poser des hypothèses restrictives sur les choix des électeurs, un système de vote parfait, absolument cohérent, n'existe pas ;
- les femmes et les hommes politiques qui, en démocratie représentative (les électeurs désignent des représentants au sein d'assemblées élues), agissent généralement dans le cadre coordonné de partis. Certaines théories établissent une sorte d'analogie entre le fonctionnement des marchés de produits et de facteurs de production et celui du monde politique (on parle également de « marché politique »). Elles arrivent à la conclusion que, sous certaines conditions (les électeurs peuvent être classés en fonction de leurs préférences politiques le long d'un axe allant de la gauche à la droite et sont obligés d'émettre un choix entre les politiques proposées), si tant les électeurs que leurs représentants (ils chercheraient uniquement à maximiser le nombre de votes qu'ils recueilleraient) se comportent de façon égoïste, ces représentants finiraient par retenir les politiques que leurs électeurs auraient choisies en démocratie directe. Assimiler les femmes et les hommes politiques à des êtres sans âme, intéressés uniquement par leur popularité, simplifie cependant la réalité de façon excessive. À côté de cet objectif, ils s'en fixent d'autres : un certain pouvoir ou un certain prestige personnel, une bonne image de marque, la satisfaction d'objectifs personnels également. Souvent d'ailleurs, puisque les élections sont espacées dans le temps de façon régulière, ils essayeront de rencontrer leurs idéaux personnels au début de la période séparant deux élections, recherchant essentiellement, par la suite, la plus grande popularité. Il s'en suivra le développement d'un « cycle politico-économique » ;

- L'administration publique est indispensable aux femmes et aux hommes politiques qui, sans elle, ne pourraient mener leur action à bien. C'est, en effet, l'administration qui exécute les décisions politiques ; c'est elle aussi qui les nourrit par divers rapports, notes, études... Les dirigeants de l'administration (on les appelle parfois les « bureaucrates ») vont profiter de l'information dont ils disposent (ils connaissent parfaitement leurs coûts ainsi que le budget que les responsables politiques sont prêts à leur octroyer mais ces derniers, par manque de points de comparaison, ne peuvent juger l'efficacité avec laquelle l'administration remplit sa tâche) pour imposer leurs propres objectifs. Ceux-ci sont nombreux : le prestige et le pouvoir, le niveau de rémunération, des activités variées, un personnel important, des possibilités de promotion, une gestion aisée de l'administration, une grande faculté d'adaptation... On les résume souvent par la volonté des « bureaucrates » de maximiser le budget de l'administration à condition, toutefois, que celui-ci soit suffisant pour couvrir le coût des activités attendues par les femmes et les hommes politiques.

RÉSUMÉ

1. Dans un **système de libre initiative privée**, aucun individu ou aucun groupe coordonné d'individus, ne se préoccupe consciemment et directement de l'intérêt collectif. Aucune autorité ne coordonne la multitude de décisions économiques. Chacun se comporte de façon purement égoïste cherchant tantôt à maximiser son niveau de satisfaction, tantôt à maximiser son niveau de profit. Sous certaines conditions, cependant, ce système fonctionne parfaitement en conduisant à la meilleure utilisation possible des ressources économiques. C'est la loi d'**Adam Smith**.
2. Dans un système de libre formation des prix, chaque chose, tant les facteurs de production que les produits, a un **prix**.
Ces prix, cependant, ne restent pas immuables mais évoluent au cours du temps sous l'effet des forces d'offre et de demande.
3. La libre formation des prix ne conduit à une utilisation optimale des ressources que si tous les marchés de l'économie sont parfaitement **concurrentiels**.
Sur chaque marché, les marchés des biens de consommation comme ceux des facteurs de production, aucun individu ne doit être capable d'influencer le prix pratiqué par son seul comportement.
4. Rien ne garantit que la **répartition du revenu** qui résulterait des forces du marché puisse être considérée comme équitable ou comme souhaitable.
Les pouvoirs publics peuvent alors être amenés à intervenir, par la politique fiscale ou par la politique sociale, pour la modifier.
5. Le **néo-capitalisme** est un système mixte au sein duquel des éléments de contrôle étatiste se combinent avec des éléments de marché pour organiser la production et la consommation.

6. Les **pouvoirs publics** interviennent dans le système néo-capitaliste avec une triple mission : répondre à l'existence de biens qui, par leur nature, ne peuvent pas faire l'objet de transactions sur le marché et corriger les **défaillances du marché** (imperfection de la concurrence, économies et déséconomies externes) ; redistribuer le revenu entre les membres de la communauté, tendre vers la réalisation d'**objectifs macroéconomiques** (haut niveau d'emploi, stabilité des prix...).

Ils créent un cadre légal au sein duquel l'activité économique se développe, mettent à la disposition de la population des biens et des services publics, prélèvent des impôts et financent une politique de transferts sociaux.

7. Les **choix collectifs** se justifient par la tendance qu'ont les individus à adopter, dans certaines circonstances, un comportement de « passager clandestin ».

Dans le monde politique, tout comme sur le marché, plusieurs groupes d'agents coexistent et agissent en fonction de leurs propres objectifs : les électeurs, les femmes et les hommes politiques, les hauts fonctionnaires, les responsables de groupes de pression.

PARTIE

1

L'APPROCHE MICROÉCONOMIQUE

Chapitre 3	La demande pour un bien	35
Chapitre 4	La théorie de l'utilité et de la demande	59
Chapitre 5	La théorie de la production	75
Chapitre 6	De la théorie de la production à la théorie des coûts	101
Chapitre 7	La concurrence parfaite	121
Chapitre 8	Les formes d'imperfection de la concurrence. Le monopole	151
Chapitre 9	La concurrence monopolistique et l'oligopole	181
Chapitre 10	Les marchés de facteur de production	201

Nous avons décrit, dans le chapitre précédent, les principales caractéristiques du système capitaliste. Nous avons écrit que, dans ce régime, aucune autorité ne coordonne la multitude des décisions économiques. Chaque individu, qu'il soit producteur, consommateur, travailleur ou épargnant, poursuit égoïstement ses propres objectifs sans se soucier en quoi que ce soit du « bien collectif ».

Pourtant, avons-nous dit, un tel système fonctionne et conduit, sous certaines hypothèses, à une bonne utilisation des ressources. S'il en est ainsi, c'est grâce à l'existence, en son sein, d'un système de prix (ne parle-t-on pas, d'ailleurs, du régime de libre formation des prix ?). Chaque chose, chaque bien de consommation ou d'investissement comme chaque facteur de production, a un prix. Or c'est le prix des choses qui constitue l'information que requiert l'action des agents économiques et qui les guide dans leurs décisions.

Mais comment les prix se forment-ils sur les différents marchés de l'économie (pour chaque bien et pour chaque facteur, on définit un marché sur lequel se rencontrent l'offre et la demande) ? Comme le montrent les exemples ci-dessous (figures 0.1), les prix de certains produits (comme le pain) restent stables au cours du temps et n'augmentent que progressivement en fonction de la hausse du coût de la vie, tandis que ceux d'autres biens (l'or ou le baril de pétrole) peuvent fluctuer dans des proportions importantes d'une année à l'autre.

C'est que ces prix dépendent tout autant des conditions de la production, l'offre, que du revenu et des goûts des consommateurs, la demande.

Certes parmi les écoles de pensée qui se sont succédées au cours du temps, certaines attribuaient-elles à l'offre le rôle principal dans la détermination des prix alors

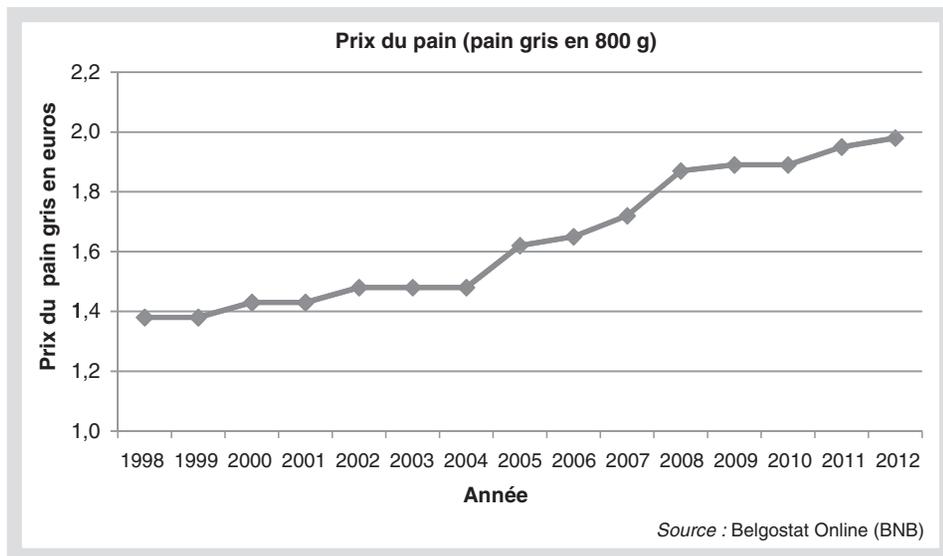


Figure 0.1

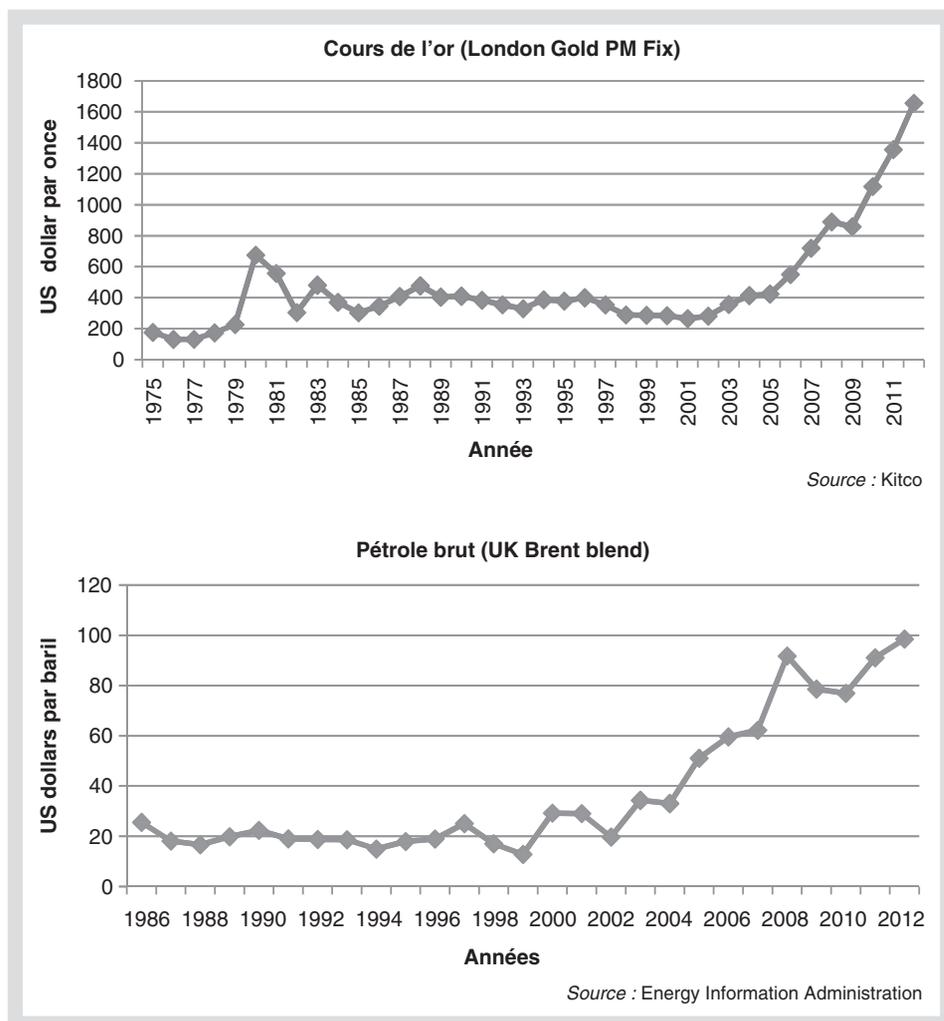


Figure 0.1 (suite)

que d'autres attribuaient ce rôle à la demande. Aujourd'hui, on peut leur accorder la même importance, sans cependant vouloir méconnaître le fait que, pour certains biens, les fluctuations du prix suivent essentiellement les fluctuations de l'offre, alors que, pour d'autres, elles suivent en ordre principal les fluctuations de la demande.

Toutefois, les prix dépendent également du caractère plus ou moins concurrentiel des marchés de l'économie. Ainsi, pour une demande et pour une offre données, s'établissent-ils de façon différente sur un marché concurrentiel et sur un marché où soit le vendeur, soit l'acheteur dispose d'un pouvoir de monopole. Or, répétons-le, pour que le système capitaliste pur soit le système idéal, il est nécessaire qu'un certain nombre de

conditions soient remplies et, parmi celles-ci, que tous les marchés de l'économie soient parfaitement concurrentiels. Force nous est cependant d'admettre ici que l'équilibre concurrentiel n'est pas, loin de là même, la seule situation observable dans la réalité.

Dès lors, l'objectif de cette première partie de l'ouvrage sera-t-il double :

- nous nous interrogerons tout d'abord sur l'orientation générale des courbes d'offre et de demande, tant pour les produits que pour les facteurs de production. Nous définirons les notions de base de la théorie de la demande et de celle de la production et des coûts. Sur ce dernier thème, nous verrons notamment comment déduire, en fonction de la quantité de bien produite, les coûts de production de la firme étant donné les technologies dont elle dispose et les prix des facteurs de production qu'elle utilise. Nous serons alors à même de comprendre comment les prix se forment sur les marchés et aussi comment il est possible, en employant les instruments de politique économique adéquats, de les influencer ainsi que la quantité consommée de chaque bien. Rappelons simplement que les courbes d'offre et de demande établissent une relation entre le prix d'un bien ou d'un facteur de production et la quantité que les vendeurs acceptent d'en vendre (par exemple, sur un marché du travail, le travailleur offre des heures de travail) ou que les acheteurs souhaitent en acheter (les entrepreneurs achètent ainsi des heures de travail) ;
- nous verrons aussi comment le prix et la quantité, vendue et achetée, de chaque bien se fixent sur les différents marchés de l'économie compte tenu du caractère concurrentiel ou non de ces marchés. Nous comparerons la fixation des prix dans un système parfaitement concurrentiel à celle dans un régime où un agent économique ou un groupe dispose, qu'il soit vendeur ou acheteur de biens et de services, d'un pouvoir de monopole. Nous introduirons brièvement quelques questions liées à la fixation des prix sur les marchés des facteurs de production en raison de l'existence, sur ces marchés, de groupes organisés.

3

LA DEMANDE POUR UN BIEN

3.1	Formulation du problème	36
3.2	La demande individuelle pour un bien	38
3.3	L'élasticité-prix de la demande pour un bien	40
3.4	La dépense du consommateur	45
3.5	Courbe de demande et revenu du consommateur	47
3.6	Courbe de demande et prix des autres biens	49
3.7	Les goûts du consommateur, les anticipations et l'effet de cliquet	52
3.8	Introduction à la théorie de la valeur. La notion de surplus du consommateur	53
3.9	Demande individuelle et demande du marché	54

Puisque chacun ne dispose que d'un revenu limité, il est amené à effectuer des choix entre les différents produits qu'il est susceptible d'acquérir. Toutes autres choses restant égales, plus un bien est désiré, plus il sera acheté. Mais lorsque son prix augmentera, le consommateur s'en détournera vraisemblablement pour acquérir des biens moins onéreux. Au contraire, en règle générale, moins un bien sera cher, plus sa consommation sera forte.

Comment un consommateur, quel qu'il soit, ou un groupe de consommateurs va-t-il réagir aux fluctuations du prix d'un bien ? C'est la question à laquelle nous allons essayer de répondre dans ce chapitre.

Le comportement de demande va s'expliquer en admettant que, de façon rationnelle, le consommateur, qui dispose d'un revenu limité, cherche à tout moment à maximiser le niveau de satisfaction qu'il en retire. C'est de cette attitude du consommateur que nous déduirons les caractéristiques de la demande individuelle pour un bien.

3.1 FORMULATION DU PROBLÈME

a) La fonction d'utilité du consommateur

Nous envisageons le cas d'un consommateur quelconque qui a le choix entre n biens acquis respectivement en quantités : x_1, x_2, \dots, x_n .

Les goûts (les préférences) de ce consommateur à l'égard de ces produits se traduisent par sa fonction d'utilité :

$$u(x_1, x_2, \dots, x_n)$$

Elle exprime le niveau d'utilité (niveau de satisfaction) du consommateur en fonction de la quantité qu'il consomme des n biens. On reconnaît que l'utilité marginale (l'augmentation du niveau de satisfaction du consommateur due à la consommation d'une unité supplémentaire du bien ou, si l'on préfère, l'utilité retirée de l'unité additionnelle de produit) retirée de la consommation de chaque bien est, à la fois, positive et décroissante.

Qu'est-ce à dire ? Supposons que notre consommateur dispose d'une quantité donnée de $(n-1)$ biens et qu'il ne soit susceptible que de faire varier seulement la quantité consommée du dernier bien. Il est, dès lors, logique d'admettre que plus grande sera la quantité consommée de ce bien, plus élevé sera son niveau d'utilité. Lorsque, toutes autres choses restant égales, une personne consomme davantage d'un produit, l'utilité totale dont il jouit augmente (axiome de non saturation). L'utilité marginale retirée de la consommation du bien en question est positive : la consommation de toute unité additionnelle de ce bien se traduit toujours par une augmentation du degré d'utilité du consommateur.

Dans le même temps, on peut raisonnablement penser que la satisfaction supplémentaire retirée de la consommation d'une première unité du bien «variable» est supérieure à celle obtenue de la consommation d'une 10ème ou d'une 100ème unité du même bien. C'est la loi de l'utilité marginale décroissante : au fur et à mesure que, toutes autres choses restant égales, un individu consomme des unités additionnelles d'un même bien,

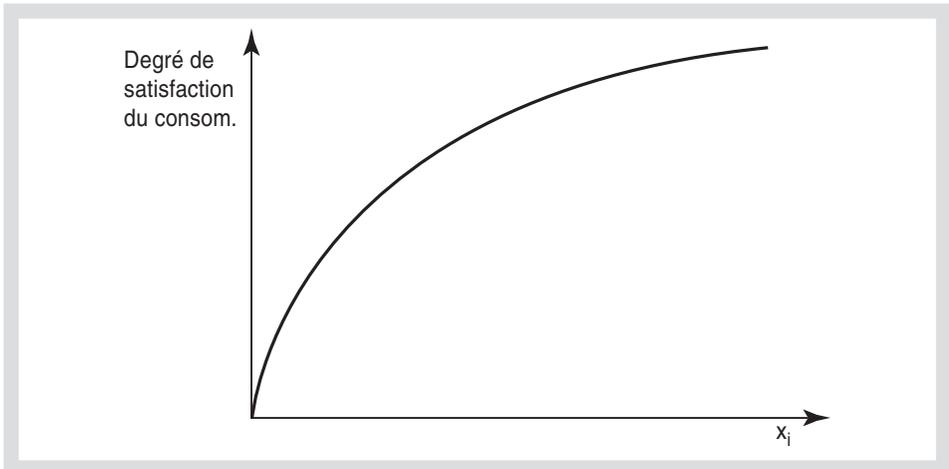


Figure 3.1

l'utilité dont il jouit s'accroît mais elle le fait de plus en plus lentement au fur et à mesure qu'augmente le nombre d'unités consommées de ce bien. L'utilité marginale est donc décroissante.

Mathématiquement :

$$\frac{\delta u}{\delta x_i}(x_1, x_2, \dots, x_n) > 0 \quad (\text{pour } i = 1, \dots, n)$$

et

$$\frac{\delta^2 u}{\delta x_i^2}(x_1, x_2, \dots, x_n) < 0 \quad (\text{pour } i = 1, \dots, n).$$

b) La contrainte budgétaire du consommateur

Notre consommateur n'est jamais rassasié. Plus grande est la quantité de chaque bien dont il dispose, plus élevé est son degré de satisfaction. Une contrainte cependant l'empêche de pouvoir bénéficier d'une quantité infiniment grande des différents produits : son budget qui est limité.

Soit R ce budget (le revenu du consommateur) alors que les prix des n biens accessibles par le consommateur restent fixes et valent respectivement :

$$p_1, p_2, \dots, p_n \text{ pour les biens } 1, 2, \dots, n$$

En aucun cas, ce consommateur ne peut dépenser plus que son revenu ; sa dépense totale est, donc, au plus égale au revenu :

$$p_1 x_1 + p_2 x_2 + \dots + p_n x_n \leq R$$

ou

$$\sum_{i=1}^n p_i x_i \leq R$$

c) Le problème posé

Le consommateur cherche à retirer de sa consommation l'utilité la plus élevée possible. Il cherche donc à maximiser son niveau de satisfaction. Dans le même temps, les paniers de biens (toutes les combinaisons possibles des n biens disponibles) accessibles sont limités par sa contrainte budgétaire. Il recherchera donc, parmi ces paniers de biens, celui lui procurant le plus de satisfaction.

Il se fixera comme objectif de :

Maximiser $u(x_1, x_2 \dots x_n)$

compte tenu de sa contrainte budgétaire

$$\sum_{i=1}^n p_i x_i \leq R$$

3.2 LA DEMANDE INDIVIDUELLE POUR UN BIEN

Le consommateur maximise son niveau de satisfaction sous la réserve de ne pas dépenser plus que son revenu. De la façon dont nous venons de formuler ce problème, on déduit que la quantité qu'il achètera d'un bien i quelconque (x_i) va dépendre du prix de ce bien (p_i), de son revenu (R), des prix des autres biens ($p_1 \dots p_{i-1}, p_{i+1} \dots p_n$) ainsi que de ses goûts (représentés par sa fonction d'utilité) :

$$x_i = x_i(p_i; R; p_1 \dots p_{i-1} p_{i+1} \dots p_n; \text{goûts}) .$$

Admettons que les prix des biens autres que i , le revenu et les goûts du consommateur restent inchangés. Seul le prix (p_i) du bien i varie. S'il augmente, la quantité de ce bien que le consommateur souhaite acquérir diminue vraisemblablement ; s'il diminue, la quantité demandée du bien augmente.

Le barème (et la courbe) de demande d'un consommateur individuel pour un bien exprime donc la relation, dans l'hypothèse où les autres variables susceptibles d'influencer la demande restent inchangées, entre le prix de ce bien et la quantité qui en est demandée par le consommateur.

Le barème ci-dessous (représentatif d'une relation linéaire entre le prix et la quantité demandée du bien) pourrait parfaitement représenter la demande du consommateur pour le bien i :

Tableau 3.1

Prix unitaire du bien i (p_i)	Nombre d'unités demandées du bien i (x_i)
1	45
2	40
3	35
4	30
5	25
6	20
7	15
8	10

Pour chaque individu, la courbe de demande individuelle pour la majorité des biens est décroissante. On ne peut toutefois pas exclure l'existence de contre-exemples.

Les goûts des consommateurs en effet peuvent être tels que, pour certains biens, une augmentation du prix -souvent dans une marge de variation relativement étroite- entraîne un accroissement de la quantité demandée. Cette forme particulière de courbe de demande est connue, dans la littérature économique, sous le nom de « bien de Giffen ». On cite fréquemment à ce propos l'exemple suivant. Dans une communauté pauvre, les individus ne consomment que du pain et un peu de viande. Si le prix du pain vient à augmenter, il est fort possible que les consommateurs, dont le pouvoir d'achat se réduit, réagissent alors en consommant encore plus de pain et en se détournant complètement de la consommation de viande. Dans de telles sociétés, lorsque le prix du pain augmente, la demande pour le pain augmente également.

Un bien de Giffen est donc un bien dont la quantité demandée par le consommateur augmente (resp. diminue) lorsque son prix augmente (resp. diminue) toutes autres choses restant égales par ailleurs. Il s'agit là cependant d'un cas très particulier qu'il convient de considérer comme tel.

Un autre cas, plus souvent rencontré celui-là, est celui de la courbe de demande parfaitement inélastique. Un bien est destiné à satisfaire un besoin tel du consommateur que sa demande reste insensible à toute variation du prix. En d'autres mots, la quantité demandée du bien est indépendante du prix.

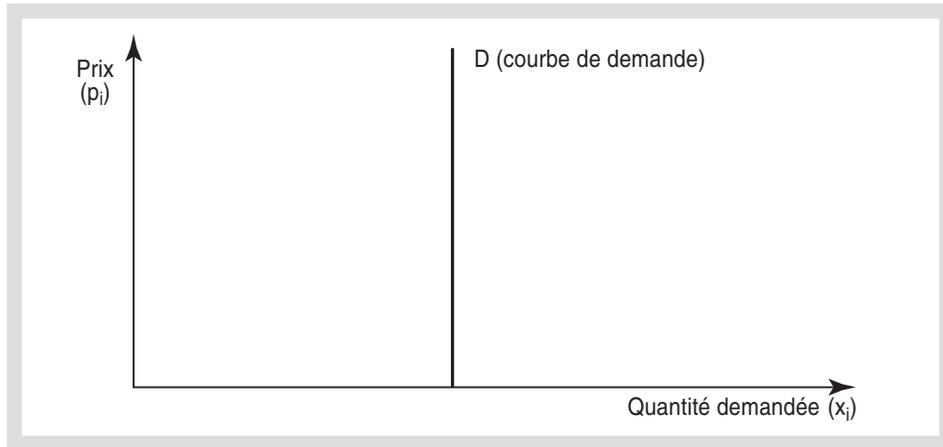


Figure 3.2

3.3 L'ÉLASTICITÉ-PRIX DE LA DEMANDE POUR UN BIEN

Ce dernier commentaire nous permet d'introduire un outil fondamental de l'analyse économique, l'élasticité.

Revenons à notre exemple chiffré.

Tableau 3.2

P_i	x_i	Dépense totale ($P_i x_i$)	Élasticité/prix
1	45	45	
2	40	80	-3/17
3	35	105	-1/3
4	30	120	-7/13
5	25	125	-9/11
6	20	120	-11/9
7	15	105	-13/7
8	10	80	-3

S'il est maintenant bien établi que, généralement, la quantité demandée d'un bien diminue lorsque son prix augmente, il convient néanmoins de s'interroger sur la façon la plus rigoureuse possible de mesurer la sensibilité de la demande pour ce bien à une variation de son prix.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	VII
---------------------------	-----

CHAPITRE 1

L'objet de la science économique	1
1.1 DÉFINITION DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE	3
1.2 APPROCHE POSITIVE ET APPROCHE NORMATIVE DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE	4
1.3 SCIENCE ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE	4
1.4 LA SCIENCE ÉCONOMIQUE EST LA SCIENCE DES CHOIX.....	5
1.4.1 <i>La courbe des possibilités de production</i>	5
1.4.2 <i>Les nombreuses possibilités d'utilisation de la courbe des possibilités de production</i>	7
1.5 LA LOI DES RENDEMENTS MARGINAUX DÉCROISSANTS.....	10
1.6 LES ÉCONOMIES D'ÉCHELLE	12
1.7 MICROÉCONOMIE ET MACROÉCONOMIE.....	13

CHAPITRE 2

Le système des prix et les choix économiques	17
2.1 SYSTÈME DES PRIX ET LIBRE INITIATIVE PRIVÉE	18
2.2 LIBRE FORMATION DES PRIX ET IMPERFECTION DE LA CONCURRENCE	22
2.3 LIBRE FORMATION DES PRIX ET RÉPARTITION DES REVENUS....	24
2.4 LE CAPITALISME AVANCÉ ET L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT	24

Partie 1 L'approche microéconomique

CHAPITRE 3

La demande pour un bien	35
3.1 FORMULATION DU PROBLÈME.....	36
3.2 LA DEMANDE INDIVIDUELLE POUR UN BIEN.....	38
3.3 L'ÉLASTICITÉ-PRIX DE LA DEMANDE POUR UN BIEN.....	40
3.4 LA DÉPENSE DU CONSOMMATEUR	45
3.5 COURBE DE DEMANDE ET REVENU DU CONSOMMATEUR....	47
3.6 COURBE DE DEMANDE ET PRIX DES AUTRES BIENS	49
3.7 LES GOÛTS DU CONSOMMATEUR, LES ANTICIPATIONS ET L'EFFET DE CLIQUET.....	52
3.8 INTRODUCTION À LA THÉORIE DE LA VALEUR. LA NOTION DE SURPLUS DU CONSOMMATEUR.....	53
3.9 DEMANDE INDIVIDUELLE ET DEMANDE DU MARCHÉ.....	54

CHAPITRE 4

La théorie de l'utilité et de la demande	59
4.1 L'ÉQUILIBRE DU CONSOMMATEUR.....	60
4.2 LA VARIATION DU PRIX D'UN BIEN ET LA COURBE DE DEMANDE POUR CE BIEN.....	69
4.3 DEMANDE POUR UN BIEN ET REVENU DU CONSOMMATEUR ...	71
4.4 DEMANDE POUR UN BIEN ET PRIX DES AUTRES BIENS	72

CHAPITRE 5

La théorie de la production	75
5.1 LA FONCTION DE PRODUCTION	76
5.1.1 Définition de la fonction de production.....	76
5.1.2 Les isoquantes.....	76
5.1.3 Le taux marginal de substitution entre les facteurs de production.....	77
5.1.4 Des formes particulières d'isoquantes.....	78
5.2 LA DURÉE DE VIE RESPECTIVE DES FACTEURS DE PRODUCTION. LA DISTINCTION ENTRE LE TRÈS COURT TERME, LE COURT TERME, LE LONG TERME ET LE TRÈS LONG TERME	81
5.2.1 La très courte période (ou l'instant)	81
5.2.2 La courte période	81

5.2.3	<i>La longue période</i>	82
5.2.4	<i>La très longue période</i>	82
5.3	LA FONCTION DE PRODUIT TOTAL À COURT TERME DE LA FIRME.....	82
5.3.1	<i>La productivité moyenne physique d'un facteur</i>	84
5.3.2	<i>La productivité marginale physique d'un facteur</i>	85
5.3.3	<i>La productivité (produit) marginale en valeur</i>	85
5.4	RENDEMENTS MARGINAUX CROISSANTS ET DÉCROISSANTS ET LA LOI DES RENDEMENTS NON PROPORTIONNELS.....	86
5.5	FONCTION DE PRODUIT TOTAL À COURT TERME ET VARIATION DU STOCK DE CAPITAL.....	89
5.6	LA FONCTION DE PRODUIT TOTAL À LONG TERME DE LA FIRME. LA NATURE DES RENDEMENTS GLOBAUX À L'ÉCHELLE.....	90
5.7	LA POSITION D'ÉQUILIBRE DE LA FIRME DANS LE LONG TERME.....	92
5.8	LE PROGRÈS TECHNIQUE.....	95
5.9	UNE FORME PARTICULIÈRE DE FONCTION DE PRODUCTION : LA FONCTION COBB-DOUGLAS.....	96
5.9.1	<i>Le court terme</i>	97
5.9.2	<i>Le long terme</i>	97

CHAPITRE 6

	De la théorie de la production à la théorie des coûts	101
6.1	COÛT COMPTABLE ET COÛT ÉCONOMIQUE. LE COÛT D'OPPORTUNITÉ.....	102
6.1.1	<i>Coûts explicites et coûts implicites</i>	103
6.1.2	<i>Coûts privés et coûts externes</i>	104
6.2	LE CALCUL DU COÛT TOTAL À COURT TERME.....	105
6.3	L'ANALYSE DES COÛTS : LE COÛT MOYEN ET LE COÛT MARGINAL.....	107
6.4	LE CALCUL DU COÛT TOTAL À LONG TERME.....	110
6.5	FONCTION DE COÛT TOTAL À LONG TERME ET FONCTIONS DE COÛT TOTAL À COURT TERME.....	115

CHAPITRE 7

La concurrence parfaite	121
7.1 DÉFINITION. LES CARACTÉRISTIQUES DE LA CONCURRENCE PARFAITE	122
7.2 L'ANALYSE EN COURTE PÉRIODE. LA POSITION D'ÉQUILIBRE DE LA FIRME	123
7.2.1 <i>La position d'équilibre de la firme individuelle</i>	123
7.2.2 <i>La courbe d'offre à court terme du concurrent parfait</i>	127
7.2.3 <i>Seuil de fermeture et seuil de rentabilité</i>	127
7.3 L'ANALYSE EN COURTE PÉRIODE. LA POSITION D'ÉQUILIBRE DU MARCHÉ	129
7.3.1 <i>La courbe d'offre à court terme du marché</i>	129
7.3.2 <i>L'élasticité de l'offre</i>	129
7.3.3 <i>L'équilibre du marché</i>	131
7.4 TAXE SUR LES VENTES, SUBVENTION ET ÉQUILIBRE DE CONCURRENCE PARFAITE	132
7.5 EXTERNALITÉS ET TAXE PIGOUVIENNE	137
7.6 FIXATION D'UN PRIX MAXIMUM ET RATIONNEMENT	139
7.7 L'ANALYSE EN LONGUE PÉRIODE	140
7.7.1 <i>La liberté d'accès à la branche</i>	140
7.7.2 <i>L'équilibre du marché et de la firme en longue période</i>	141
7.7.3 <i>Le profit normal</i>	143
7.7.4 <i>Profit anormal et durée du processus d'ajustement de long terme</i>	143
7.7.5 <i>La rente économique</i>	143

CHAPITRE 8

Les formes d'imperfection de la concurrence.	
Le monopole	151
8.1 L'IMPERFECTION DE LA CONCURRENCE	152
8.1.1 <i>Définition de la concurrence imparfaite</i>	152
8.1.2 <i>Les différentes formes d'imperfection de la concurrence</i>	153
8.2 LE MONOPOLE SIMPLE	154
8.2.1 <i>Les raisons de l'existence de monopoles</i>	154
8.2.2 <i>La courbe de demande du monopole. La distinction entre la recette moyenne et la recette marginale</i>	155
8.2.3 <i>La position d'équilibre du monopole</i>	158
8.3 MONOPOLE ET UTILISATION EFFICACE DES RESSOURCES ...	160

8.4	ÉQUILIBRE DU MONOPOLE ET PERCEPTION D'UNE TAXE SUR LES VENTES.....	162
8.5	ÉQUILIBRE DU MONOPOLE ET FIXATION D'UN PRIX PLAFOND	164
8.6	D'AUTRES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE.....	166
8.6.1	<i>Le monopole en tant qu'entreprise publique</i>	166
8.6.2	<i>Actionnaires et décideurs dans la grande entreprise</i>	168
8.7	LE MONOPOLE DISCRIMINANT.....	171
8.7.1	<i>Répartition du volume de production de la firme entre les deux marchés</i>	172
8.7.2	<i>La production du monopole discriminant</i>	174

CHAPITRE 9**La concurrence monopolistique et l'oligopole.....** 181

9.1	LA CONCURRENCE MONOPOLISTIQUE.....	182
9.1.1	<i>Définition. La différenciation du produit</i>	182
9.1.2	<i>La demande du concurrent monopolistique</i>	182
9.1.3	<i>Le rôle de la publicité</i>	184
9.1.4	<i>Concurrence monopolistique et liberté d'entrer dans la branche</i>	185
9.2	L'OLIGOPOLE	187
9.2.1	<i>Définition. La réaction des firmes rivales</i>	187
9.2.2	<i>Oligopole, concentration et les limites aux possibilités d'accès à la branche</i>	187
9.2.3	<i>Collusion ou rivalité</i>	188
9.2.4	<i>La rivalité entre les firmes. Les équilibres non coopératifs</i>	191
9.2.5	<i>La théorie de la demande coudeée</i>	192
9.2.6	<i>La collusion tacite</i>	193
9.2.7	<i>Le cartel</i>	193

CHAPITRE 10**Les marchés de facteur de production** 201

10.1	MESURE DE L'INÉGALITÉ DANS LA RÉPARTITION DES REVENUS	202
10.2	LA DEMANDE DE FACTEUR DE PRODUCTION	204
10.2.1	<i>Le produit marginal en revenu d'un facteur de production</i>	204
10.2.2	<i>La demande individuelle de facteur de production</i>	205
10.2.3	<i>La demande de facteur de production du marché</i>	207
10.2.4	<i>La demande de facteur de production est une demande dérivée</i>	207
10.3	L'OFFRE DE FACTEUR DE PRODUCTION.....	209
10.3.1	<i>La courbe d'offre d'un facteur</i>	209
10.3.2	<i>L'offre du facteur terre</i>	210

10.4 LA FORMATION DU PRIX D'UN FACTEUR DE PRODUCTION SUR UN MARCHÉ DE CONCURRENCE PARFAITE.....	211
10.4.1 <i>L'équilibre de marché</i>	211
10.4.2 <i>Une variation de l'offre et de la demande</i>	212
10.4.3 <i>La fixation d'un taux de salaire minimum</i>	212
10.4.4 <i>Les marchés du travail. Les différences salariales</i>	213
10.5 LE MONOPSONE.....	214
10.6 LA RENTE ÉCONOMIQUE.....	217
10.6.1 <i>La rente foncière</i>	217
10.6.2 <i>La rente associée à la détention de facteurs de production rares</i>	218
10.6.3 <i>Un surplus perçu par les détenteurs de facteurs de production dont l'offre n'est pas parfaitement élastique</i>	219
10.7 LA NÉGOCIATION SALARIALE ET L'ACTION DES SYNDICATS.....	220
10.7.1 <i>Les stratégies de relèvement des salaires</i>	221
10.7.2 <i>La négociation salariale</i>	223

Partie 2 L'approche macroéconomique

CHAPITRE 11

Les mesures de la production intérieure.

Les comptes de la Nation..... 235

11.1 LE PRODUIT INTÉRIEUR. DÉFINITION ET MÉTHODES DE MESURE.....	236
11.2 LE MONDE EXTÉRIEUR.....	239
11.2.1 <i>Produit intérieur et produit national</i>	240
11.2.2 <i>Dépense nationale et produit intérieur</i>	241
11.3 PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET PRODUIT INTÉRIEUR NET.....	241
11.4 LES TROIS APPROCHES DU CALCUL DU PRODUIT INTÉRIEUR : QUELQUES PRÉCISIONS.....	243
11.4.1 <i>Le produit intérieur comme une somme de valeurs ajoutées (l'optique de la valeur ajoutée)</i>	243
11.4.2 <i>Le produit intérieur comme une somme de revenus (l'optique des revenus)</i>	244
11.4.3 <i>Le produit intérieur comme une somme de dépenses (optique des dépenses)</i>	245
11.5 LE REVENU DISPONIBLE DES PARTICULIERS.....	247
11.6 L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LE TEMPS. LE PRODUIT INTÉRIEUR À PRIX CONSTANTS.....	247
11.6.1 <i>Le produit intérieur à prix constants</i>	247
11.6.2 <i>Le calcul d'indices implicites des prix</i>	248
11.6.3 <i>L'évolution de la production réelle</i>	249

11.7	LE TABLEAU « ENTRÉES-SORTIES »	250
11.8	CRITIQUES DE LA MESURE DU PRODUIT INTÉRIEUR	252
11.8.1	<i>Le principe d'invariance de la comptabilité nationale</i>	252
11.8.2	<i>La non-comptabilisation des services domestiques</i>	253
11.8.3	<i>La valorisation des heures de loisir</i>	254
11.8.4	<i>La valeur ajoutée des administrations publiques</i>	254
11.8.5	<i>L'économie « souterraine » (« Underground economy »)</i>	254
11.8.6	<i>Les nuisances et la dégradation de l'environnement</i>	255
11.8.7	<i>Le bien-être économique net</i>	255
11.8.8	<i>Produit intérieur et niveau de vie moyen des individus</i>	256
11.8.9	<i>La comparaison internationale des comptes nationaux</i>	256

CHAPITRE 12

Consommation et épargne	261
12.1 LA COURBE DE CONSOMMATION DU MÉNAGE À COURT TERME	262
12.2 PROPENSION MARGINALE À CONSOMMER ET PROPENSION MARGINALE À ÉPARGNER	264
12.3 PROPENSION MOYENNE À CONSOMMER ET PROPENSION MOYENNE À ÉPARGNER	266
12.4 CONSOMMATION INDIVIDUELLE ET CONSOMMATION COLLECTIVE	267
12.5 FONCTION MACROÉCONOMIQUE DE CONSOMMATION DANS LE COURT TERME ET FONCTION MACROÉCONOMIQUE DE CONSOMMATION DANS LE LONG TERME	269
12.6 LA THÉORIE DU CYCLE DE VIE	271
12.7 L'HYPOTHÈSE DU REVENU PERMANENT	272
12.8 LA THÉORIE DU REVENU RELATIF	274
12.9 LA FORTUNE RÉELLE NETTE. L'« EFFET PIGOU »	275

CHAPITRE 13

Les dépenses d'investissement	281
13.1 ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT	282
13.2 LA THÉORIE DE LA VALEUR ACTUALISÉE ET LA DÉCISION D'INVESTIR	284

13.3	LE TAUX INTERNE DE RENTABILITÉ D'UN PROJET D'INVESTISSEMENT. LA COURBE D'EFFICACITÉ MARGINALE DU CAPITAL ET LA COURBE D'EFFICACITÉ MARGINALE DE L'INVESTISSEMENT	286
13.3.1	<i>Le taux interne de rentabilité</i>	286
13.3.2	<i>La courbe d'efficacité marginale du capital.....</i>	286
13.3.3	<i>La courbe d'efficacité marginale du capital et la courbe d'efficacité marginale de l'investissement.....</i>	288
13.4	L'INVESTISSEMENT ET LE STOCK DE CAPITAL DÉSIRÉ. LE PRINCIPE DE L'ACCÉLÉRATEUR	290
13.4.1	<i>Le principe</i>	290
13.4.2	<i>Accélérateur et taux d'intérêt</i>	293
13.5	PRODUIT INTÉRIEUR ET DÉPENSE D'INVESTISSEMENT.....	295
13.6	LA CONSTRUCTION NETTE D'IMMEUBLES RÉSIDENTIELS ET LA VARIATION DES STOCKS	298
13.6.1	<i>La construction nette d'immeubles résidentiels.....</i>	299
13.6.2	<i>La variation des stocks.....</i>	299

CHAPITRE 14

La détermination du revenu national. Le multiplicateur. L'interaction du multiplicateur et de l'accélérateur

305

14.1	CONSOMMATION, ÉPARGNE, INVESTISSEMENT ET DÉTERMINATION DU REVENU NATIONAL.....	306
14.1.1	<i>La détermination du revenu national : approche numérique.....</i>	306
14.1.2	<i>La détermination du revenu national : approche graphique</i>	308
14.1.3	<i>Revenu national d'équilibre et revenu national de plein-emploi</i>	311
14.2	LE MULTIPLICATEUR.....	312
14.2.1	<i>Le principe</i>	312
14.2.2	<i>Justification. Les dépenses secondaires de consommation</i>	313
14.2.3	<i>Multiplicateur du revenu et multiplicateur de l'emploi.....</i>	314
14.3	ÉCART DÉFLATIONNISTE ET ÉCART INFLATIONNISTE	314
14.3.1	<i>L'écart déflationniste et le sous-emploi.....</i>	315
14.3.2	<i>L'écart inflationniste et l'inflation par la demande</i>	316
14.4	LE PARADOXE DE L'ÉPARGNE. LA COMPLÉMENTARITÉ OU LA RIVALITÉ ENTRE LA CONSOMMATION ET L'INVESTISSEMENT.....	318
14.4.1	<i>Le cas du sous-emploi.....</i>	318
14.4.2	<i>Le cas du plein-emploi</i>	320

14.5 L'INTERACTION DU MULTIPLICATEUR ET DE L'ACCÉLÉRATEUR	321
14.5.1 Un exemple numérique	322
14.5.2 Une première tentative d'explication du cycle	324
14.5.3 La définition d'un plafond et d'un plancher	324
14.5.4 Le modèle de Hicks et de Kaldor	325

CHAPITRE 15

Politique budgétaire, commerce extérieur et détermination du revenu national	331
15.1 UNE VARIATION DES DÉPENSES PUBLIQUES	332
15.1.1 Le multiplicateur des dépenses gouvernementales	332
15.1.2 La lutte contre le chômage ou contre l'inflation	334
15.2 LA FISCALITE ET LES TRANSFERTS SOCIAUX	335
15.2.1 Fiscalité, transferts aux particuliers et revenu national	336
15.2.2 Politique fiscale, transferts sociaux, lutte contre le chômage ou contre l'inflation	338
15.2.3 Une croissance équilibrée du budget du gouvernement	339
15.3 DES TAXES PROPORTIONNELLES AU REVENU	339
15.3.1 Le calcul du multiplicateur	340
15.3.2 Dépenses publiques, recettes fiscales et solde budgétaire du gouvernement	341
15.3.3 Les stabilisateurs automatiques	342
15.4 LE MULTIPLICATEUR EN ECONOMIE OUVERTE	343
15.4.1 La demande de produits en économie ouverte	343
15.4.2 Les importations et les exportations	344
15.4.3 Le calcul du multiplicateur	344
15.4.4 Dépenses autonomes, balance des biens et des services et contrainte d'équilibre externe de l'économie	345
15.4.5 Taxes autonomes et taxes proportionnelles	346

CHAPITRE 16

La monnaie La demande de monnaie L'offre de monnaie	351
16.1 LE CONCEPT DE MONNAIE	353
16.1.1 La liquidité de la monnaie	353
16.1.2 La déspecialisation des intermédiaires financiers	354
16.1.3 Les diverses définitions du stock monétaire	355
16.2 LA DEMANDE DE MONNAIE	356
16.2.1 La demande d'encaisses monétaires de transaction	356
16.2.2 La demande d'encaisses monétaires de précaution	360
16.2.3 La demande d'encaisses monétaires de spéculation	360

16.3 LA CRÉATION DE MONNAIE SCRIPTURALE PAR LES BANQUES	363
16.3.1 <i>Le processus de création de monnaie des banques commerciales</i>	364
16.3.2 <i>Multiplicateur des dépôts, multiplicateur des crédits bancaires et multiplicateur de la quantité de monnaie</i>	366
16.4 LA CRÉATION DE MONNAIE FIDUCIAIRE PAR LA BANQUE CENTRALE	367
16.5 LES VARIABLES DONT DÉPEND L'OFFRE DE MONNAIE	372

CHAPITRE 17

La politique monétaire

17.1 OFFRE DE MONNAIE, TAUX D'INTÉRÊT ET PRODUCTION INTÉRIEURE	380
17.1.1 <i>L'équation de Fisher</i>	380
17.1.2 <i>L'équilibre sur le marché de la monnaie. Le modèle à prix constants</i>	381
17.1.3 <i>L'efficacité relative des politiques monétaire et budgétaire : les monétaristes et les keynésiens</i>	381
17.1.4 <i>La propension des agents non financiers à détenir des encaisses monétaires</i>	382
17.2 LE MODÈLE IS-LM	382
17.2.1 <i>Le marché des produits</i>	382
17.2.2 <i>Le marché de la monnaie</i>	384
17.2.3 <i>L'équilibre des marchés</i>	385
17.2.4 <i>L'effet d'une variation de l'offre ou de la demande de monnaie</i>	386
17.2.5 <i>L'effet d'une variation de la demande de produits</i>	388
17.2.6 <i>Politique monétaire et politique budgétaire</i>	389

CHAPITRE 18

La demande et l'offre agrégées : Les modèles à prix variables

18.1 LA COURBE DE DEMANDE AGRÉGÉE	396
18.1.1 <i>L'orientation de la courbe de demande agrégée</i>	396
18.1.2 <i>Les déplacements de la courbe de demande agrégée</i>	398
18.2 LA COURBE D'OFFRE AGRÉGÉE	399
18.2.1 <i>Courbe d'offre agrégée et production potentielle de l'économie</i>	399
18.2.2 <i>Courbe d'offre agrégée et prix des facteurs de production</i>	400
18.3 L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE PLEIN-EMPLOI. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	401
18.4 LA PRODUCTION RÉELLE D'ÉQUILIBRE	405
18.4.1 <i>Une variation de la demande de produits</i>	406

18.4.2	<i>Un accroissement des coûts de production</i>	406
18.4.3	<i>Le progrès technique et l'accumulation de capital</i>	408
18.5	LA COURBE D'OFFRE AGRÉGÉE À COURT ET À LONG TERME	409

CHAPITRE 19**Chômage et inflation**

19.1	LE CHÔMAGE	418
19.1.1	<i>Le chômage keynésien</i>	419
19.1.2	<i>Le chômage volontaire</i>	420
19.1.3	<i>Chômage frictionnel, chômage conjoncturel et chômage structurel</i>	421
19.2	L'INFLATION	422
19.2.1	<i>Les effets redistributifs d'une inflation</i>	423
19.2.2	<i>L'inflation par la demande</i>	424
19.2.3	<i>L'inflation par les coûts</i>	425
19.2.4	<i>La stagflation</i>	426
19.2.5	<i>Inflation par la demande et inflation par les coûts. L'indexation automatique des rémunérations</i>	427
19.3	L'EMPLOI ET LE NIVEAU DES PRIX. LA « COURBE DE PHILLIPS »	428
19.3.1	<i>La « courbe de Phillips » à court terme</i>	428
19.3.2	<i>La « courbe de Phillips » à long terme</i>	430

CHAPITRE 20**La balance des paiements
La politique des changes**

20.1	LA BALANCE DES PAIEMENTS	437
20.2	LE MÉCANISME DES CHANGES	439
20.2.1	<i>Le système de change à parités fixes</i>	440
20.2.2	<i>Le système de change à taux de change flexibles</i>	441
20.3	TAUX DE CHANGE ET COMMERCE EXTÉRIEUR	443
20.4	LE SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN	445

OUVERTURES ◀▶ ÉCONOMIQUES

- ALLEGRET J.-P., LE MERRER P., *Économie de la mondialisation. Opportunités et fractures*
- AMELON J.-L., CARDEBAT J.-M., *Les nouveaux défis de l'internationalisation. Quel développement international pour les entreprises après la crise ?*
- ANDERSON R. D., SWEENEY J. D., WILLIAMS A. TH., *Statistiques pour l'économie et la gestion*. 3^e édition
traduction de la 5^e édition américaine par Cl. Borsenberger
- BÉNASSY-QUÉRÉ A., CŒURÉ B., JACQUET P., PISANI-FERRY J., *Politique économique*. 3^e édition
- BEREND IVAN T., *Histoire économique de l'Europe du XX^e siècle*
traduction de la 1^{re} édition anglaise par Amandine Nguyen
- BERGSTROM T., VARIAN H., *Exercices de microéconomie - 1. Premier cycle. Notions fondamentales*. 3^e édition
traduction de la 5^e édition américaine par A. Marciano
- BERGSTROM T., VARIAN H., *Exercices de microéconomie - 2. Premier cycle et spécialisation*. 2^e édition française
traduction de la 5^e édition américaine par J.-M. Baland, S. Labenne et Ph. Van Kerm
avec la collaboration scientifique d'A. Marciano.
- BESANKO, DRANOVE, SHANLEY, SCHAEFER, *Principes économiques de stratégie*
- BILEK A., HENRIOT A., *Analyse conjoncturelle pour l'entreprise. Observer, comprendre, prévoir*
- BISMANS F., *Mathématiques pour l'économie - Volume 1. Fonctions d'une variable réelle*
- BOUTHEVILLAIN C., DUFRÉNOT G., FROUTÉ PH., PAUL L., *Les politiques budgétaires dans la crise*.
Comprendre les enjeux actuels et les défis futurs
- BOUTILLIER S., PEACELLE I., UZUNIDIS D., *L'économie russe depuis 1990*
- BURDA M., WYPLOSZ C., *Macroéconomie. À l'échelle européenne*. 6^e édition
traduction de la 6^e édition anglaise par Stanislas Standaert
- BRIEC W., PEYPOCH N., *Microéconomie de la production. La mesure de l'efficacité et de la productivité*
- CADORET I., BENJAMIN C., MARTIN F., HERRARD N., TANGUY S., *Économétrie appliquée*. 2^e édition
Méthodes, Applications, Corrigés
- CAHUC P., ZYLBERBERG A., *Le marché du travail*
- CAHUC P., ZYLBERBERG A., *Économie du travail. La formation des salaires et les déterminants du chômage*
- CARLTON D. W., PERLOFF J. M., *Économie industrielle*, traduction de la 2^e édition américaine par F. Mazerolle.
2^e édition
- CARTELIER J., *L'économie de Keynes*
- CAVES R.E., FRANKEL J. A., JONES R. W., *Commerce international et paiements*,
traduction de la 9^e édition américaine par M. Chiroleu-Assouline
- CAYATTE J.-L., *Introduction à l'économie de l'incertitude*
- COLLECTIF, *Économie sociale. Enjeux conceptuels, insertion par le travail et services de proximité*
- COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN, *L'intégration régionale*.
Une nouvelle voie pour l'organisation de l'économie mondiale ?
- CORNET B. et TULKENS H. (Éds), *Modélisation et décisions économiques*
- CORNUEL D., *Économie immobilière et des politiques du logement*
- CÔTÉ D., *Les holdings coopératifs. Évolution ou transformation définitive ?*
- CRÉPON B., JACQUEMET N., *Économétrie : méthode et applications*
- CUTHBERTSON K., *Économie financière quantitative. Actions, obligations et taux de change*,
traduction de la 1^{re} édition anglaise par C. Puibasset
- DARREAU Ph., *Croissance et politique économique*
- DE CROMBRUGGHE A., *Choix et décisions économiques. Introduction aux principes de l'économie*
- DE BANDT O., DRUMETZ FR., PFISTER CHR., *Stabilité financière*
- DEFFAINS B., LANGLAIS É., *Analyse économique du droit. Principes, méthodes, résultats*
- DEFOURNY J., *Démocratie coopérative et efficacité économique. La performance comparée des SCOP françaises*

- DEFOURNY J., DEVELTERE P., FONTENEAU B. (Éds), *L'économie sociale au Nord et au Sud*
- DEFOURNY J., MONZON CAMPOS J.L. (Éds), *Économie sociale/The Third Sector. Entre économie capitaliste et économie publique/Cooperative Mutual and Non-profit Organizations*
- DEFRAIGNE J.-Ch., *Introduction à l'économie européenne*
- DE GRAUWE P., *Économie de l'intégration monétaire*, traduction de la 3^e édition anglaise par M. Donnay
- DE GRAUWE P., *La monnaie internationale. Théories et perspectives*, traduction de la 2^e édition anglaise par M.-A. Sénégas
- DEISS J., GUGLER PH., *Politique économique et sociale*
- DEFRAIGNE J. CHR., *Introduction à l'économie européenne*
- DE KERCHOVE A.-M., GEELS TH., VAN STEENBERGHE V., *Questions à choix multiple d'économie politique*. 3^e édition
- DE MELO J., GREYER J.-M., *Commerce international. Théories et applications*
- DEVELTERE P., *Économie sociale et développement. Les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en voie de développement*
- DRÈZE J., *Pour l'emploi, la croissance et l'Europe*
- DRUMETZ F., PFISTER C., *Politique monétaire*
- DUPRIE P., OST C., HAMAIDE C., VAN DROOGENBROECK N., *L'économie en mouvement. Outils d'analyse de la conjoncture*. 2^e édition
- ESCH L., *Mathématique pour économistes et gestionnaires*. 4^e édition
- ESSAMA-NSSAH B., *Inégalité, pauvreté et bien-être social. Fondements analytiques et normatifs*
- GAZON J., *Politique industrielle et industrie Volume 1. Controverses théoriques. Aspects légaux et méthodologie*
- GILLIS M. et al., *Économie du développement*, traduction de la 4^e édition américaine par B. Baron-Renault
- GOMEZ P.-Y., KORINE HARRY, *L'entreprise dans la démocratie, Une théorie politique du gouvernement des entreprises*
- GUJARATI D. N., *Économétrie*, traduction de la 4^e édition américaine par B. Bernier
- HANSEN J.-P. - PERCEBOIS J., *Énergie. Économie et politiques*
- HARRISON A., DALKIRAN E., ELSEY E., *Business international et mondialisation. Vers une nouvelle Europe*
- HEERTJE A., PIERETTI P., BARTHÉLEMY PH., *Principes Analyse conjoncturelle pour l'entreprise. Observer, comprendre, prévoir d'économie politique*. 4^e édition
- HINDRIKS J., *Gestion publique. Théorie et pratique*
- HIRSHLEIFER J., GLAZER A., HIRSHLEIFER D., *Microéconomie : théories et applications. Décision, marché, formation des prix et répartition des revenus*
- JACQUEMIN A., TULKENS H., MERCIER P., *Fondements d'économie politique*. 3^e édition
- JACQUEMIN A., PENCH L. R. (Éds), *Pour une compétitivité européenne. Rapports du Groupe Consultatif sur la Compétitivité*
- JALLADEAU J., *Introduction à la macroéconomie. Modélisations de base et redéploiements théoriques contemporains*. 2^e édition
- JALLADEAU J., DORBAIRE P., *Initiation pratique à la macroéconomie. Études de cas, exercices et QCM*. 2^e édition
- JASKOLD GABSZEWICZ J., *Théorie microéconomique*. 2^e édition
- JAUMOTTE Ch., *Les mécanismes de l'économie*
- JONES Ch. I., *Théorie de la croissance endogène*, traduction de la 1^{re} édition américaine par F. Mazerolle
- JURION B., *Économie politique*. 4^e édition
- JURION B., LECLERCQ A., *Exercices d'économie politique*
- KOHLI U., *Analyse macroéconomique*
- KRUGMAN P. R. et OBSTFELD M., *Économie internationale*. 4^e édition traduction de la 6^e édition américaine par A. Hannequart et F. Leloup

KRUGMAN P., *L'économie auto-organisatrice*, traduction de la 1^{re} édition américaine par F. Leloup. 2^e édition

KRUGMAN P., WELLS R., *Macroéconomie*, traduction de la 2^e édition américaine par L. Baechler

KRUGMAN P., WELLS R., *Microéconomie*, traduction de la 2^e édition américaine par L. Baechler

LANDAIS B., *Leçons de politique budgétaire*

LANDAIS B., *Leçons de politique monétaire*

LECAILLON J.-D., LE PAGE J.-M., *Économie contemporaine. Analyses et diagnostics*. 4^e édition

LEHMANN P.-J., *Économie des marchés financiers*. 2^e édition

LEMOINE M., MADIÈS P., MADIÈS T., *Les grandes questions d'économie et finance internationales. Décoder l'actualité*. 2^e édition

LEROUX A., MARCIANO A., *Traité de philosophie économique*

LESUEUR J.-Y., SABATIER M., *Microéconomie de l'emploi. Théories et applications*

LÖWENTHAL P., *Une économie politique*

MANKIW G. N., *Macroéconomie*, traduction de la 8^e édition américaine par Jihad C. El Naboulsi. 6^e édition

MANKIW G. N., TAYLOR M. P., *Principes de l'économie*, traduction d'Élise Tosi. 3^e édition

MANSFIELD E., *Économie managériale. Théorie et applications*, traduction et adaptation de la 4^e édition américaine par B. Jérôme

MASSÉ G., THIBAUT FR., *Intelligence économique. Un guide pour une économie de l'intelligence*

MARCIANO A., *Éthiques de l'économie. Introduction à l'étude des idées économiques*

MILGROM P., ROBERTS J., *Économie, organisation et management*

MONNIER L., THIRY B. (Éds), *Mutations structurelles et intérêt général. Vers quels nouveaux paradigmes pour l'économie publique, sociale et coopérative?*

MUELLER C. D., FACCHINI F., FOUCAULT M., FRANÇOIS A., MAGNI-BERTON R., MELKI M., *Choix publics. Analyse économique des décisions publiques*

NORRO M., *Économies africaines. Analyse économique de l'Afrique subsaharienne*. 2^e édition

PERKINS D. H., RADELET S., LINDAUER D. L., *Économie du développement*. 3^e édition

PROMEURO, *L'Euro pour l'Europe. Des monnaies nationales à la monnaie européenne*. 2^e édition

RASMUSEN E., *Jeux et information. Introduction à la théorie des jeux*, traduction de la 3^e édition anglaise par F. Bismans

SALVATORE D. C., *Économie internationale*, traduction de la de la 9^e édition américaine par Fabienne Leloup et Achille Hannequart

SHAPIRO C., VARIAN H. R., *Économie de l'information. Guide stratégique de l'économie des réseaux*, traduction de la 1^{re} édition américaine par F. Mazerolle

SHILLER J. R., *Le nouvel ordre financier. La finance moderne au service des nouveaux risques économiques*, traduction de la 1^{re} édition américaine par Paul-Jacques Lehmann

SIMON C. P., BLUME L., *Mathématiques pour économistes*, traduction de la 1^{re} édition américaine par G. Dufrenot, O. Ferrier, M. Paul, A. Pirotte, B. Planes et M. Seris

SINN G., SINN H. W., *Démarrage à froid. Une analyse des aspects économiques de l'unification allemande*, traduction de la 3^e édition allemande par C. Laurent

STIGLITZ J. E., WALSH C. E., LAFAY J.-D., *Principes d'économie moderne*. 3^e édition, traduction de la 3^e édition américaine par F. Mayer

SZPIRO D., *Économie monétaire et financière*.

VARIAN H., *Introduction à la microéconomie*. 6^e édition, traduction de la 7^e édition américaine par B. Thiry

VARIAN H., *Analyse microéconomique*, traduction de la 3^e édition américaine par J.-M. Hommet. 2^e édition

VAN DER LINDEN B. (Éd.), *Chômage. Réduire la fracture*

WICKENS M., *Analyse macroéconomique approfondie. Une approche par l'équilibre général dynamique*

ZÉVI A., MONZÓN CAMPOS J.-L., *Coopératives, marchés, principes coopératifs*

Économie politique

Clair et rigoureux, cet ouvrage, destiné aux étudiants du 1^{er} cycle universitaire et aux professeurs de l'enseignement secondaire, est également accessible à tout lecteur souhaitant se familiariser avec les **notions de base de la science économique**.

L'auteur insiste tout particulièrement sur la logique des **mécanismes micro et macroéconomiques** et fait abondamment usage de l'**analyse graphique**. S'il utilise, par moment, des outils mathématiques simples, il veille aussi à établir clairement le lien entre les **résultats obtenus** et la **rigueur de l'analyse économique**.

Présenté en deux parties – l'analyse microéconomique et l'analyse macroéconomique – le manuel couvre l'ensemble des thèmes traités traditionnellement dans un **enseignement général d'économie**.

Pour cette 4^e édition, le nombre de chapitres a été réduit, plusieurs ont été profondément remaniés et leur présentation a été simplifiée. Certains développements plus complexes ont été renvoyés en annexe. À la fin de chaque chapitre, **des exercices d'application** sont proposés au lecteur qui en trouvera les corrigés sur le site superieur.deboeck.com.

Bernard Jurion

Professeur à l'Université de Liège, il y enseigne l'économie politique et les finances publiques. Il est aussi membre de la section «Fiscalité et Parafiscalité» du Conseil supérieur des Finances et membre du Collège des Censeurs de la Banque nationale de Belgique. Ses recherches portent principalement sur la politique budgétaire, le fédéralisme fiscal et l'analyse économique de l'impôt.

JURECO

ISBN 978-2-8041-6693-9

ISSN 2030-501X



9 782804 166939

www.deboeck.com



<http://noto.deboeck.com> : la version numérique de votre ouvrage

- 24h/24, 7 jours/7
- Offline ou online, enregistrement synchronisé
- Sur PC et tablette
- Personnalisation et partage